



**Convention contre  
la torture et autres peines  
ou traitements cruels,  
inhumains ou dégradants**

Distr. générale  
18 octobre 2019  
Français  
Original : espagnol  
Anglais, espagnol et français  
seulement

---

**Comité contre la torture**

**Sixième rapport périodique soumis par  
la Colombie en application de l'article 19  
de la Convention, attendu en 2019\***

[Date de réception : 17 mai 2019]

---

\* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



## Introduction

1. L'État colombien présente son rapport périodique conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 19 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le présent rapport a fait l'objet d'un processus de coordination interinstitutionnelle auquel ont participé de nombreuses institutions nationales.

## Articles 1 et 4

2. La définition de l'infraction de torture inscrite dans la loi n° 599 de 2000 reprend la plupart des éléments énoncés à l'article premier de la Convention contre la torture. De fait, sous certains aspects, elle offre davantage de garanties et revêt une portée plus large que la définition donnée dans la Convention, cela sans jamais enfreindre le principe de légalité et le droit à une procédure régulière.

3. Le Code pénal colombien (loi n° 599 de 2000) définit l'infraction de torture en son titre II, qui porte sur les infractions contre des personnes et des biens protégés par le droit international humanitaire, mais aussi en son titre III, qui concerne les infractions contre la liberté individuelle et d'autres garanties. Si les deux titres définissent les actes constitutifs de torture de la même manière, le titre II précise que les actes visés par ses dispositions doivent avoir été commis à l'occasion et au cours du conflit armé. Afin d'analyser les éléments qui entrent dans la définition de la torture, il convient de se reporter au premier paragraphe de l'article 178 du Code pénal (titre III), qui dispose :

« Quiconque inflige à une personne des douleurs ou des souffrances, physiques ou psychiques, aux fins d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle pour tout motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit passible d'une peine d'emprisonnement de cent vingt-huit (128) à deux cent soixante-dix (270) mois, d'une amende représentant 1 066,66 à 3 000 fois le salaire minimum légal applicable et d'une interdiction d'exercer des droits et des fonctions publiques pendant la même durée que l'emprisonnement. »

4. Comme indiqué plus haut, ces dispositions reprennent la plupart des éléments énoncés à l'article premier de la Convention contre la torture. Ainsi, les actes doivent avoir été infligés intentionnellement et avoir causé des douleurs ou des souffrances, qui peuvent être tant physiques que psychiques. On parle de torture physique lorsque les souffrances causées sont de nature physique et de torture mentale lorsqu'elles sont de nature psychologique. En d'autres termes, c'est la nature des souffrances infligées aux victimes et non la méthode utilisée pour infliger celles-ci qui détermine le type de torture. En outre, la définition susmentionnée offre une protection plus large que la Convention en ce qu'il n'est pas nécessaire que les douleurs ou les souffrances causées soient aiguës, puisque la Cour constitutionnelle de Colombie a déclaré dans son arrêt C-148 de 2005 que ce qualificatif était inapplicable.

5. Par ailleurs, la législation colombienne ne donne pas de précisions concernant l'auteur des actes, ce qui signifie que ceux-ci peuvent être sanctionnés lorsqu'ils sont commis par un agent de la fonction publique, mais aussi par un citoyen ordinaire. Lorsque l'infraction est commise par un agent de la fonction publique, cela constitue une circonstance aggravante entraînant un alourdissement de la peine, qui est accrue d'un tiers.

6. Selon la définition applicable, pour être considéré comme constitutif de torture, un acte doit avoir été commis aux fins suivantes : premièrement, obtenir d'une personne des renseignements ou des aveux ; deuxièmement, punir cette personne d'un acte ; troisièmement, l'intimider ou faire pression sur elle. Bien que la législation colombienne ne vise pas expressément les actes ayant pour but d'intimider une tierce personne ou de faire pression sur elle, elle contient une disposition qui élargit l'interprétation de l'infraction de torture : l'article 148 dispose en effet que « les mêmes sanctions seront infligées à

quiconque se rend coupable de ces agissements à des fins autres que celles décrites dans le paragraphe précédent ».

7. Pour établir qu'un acte est constitutif de torture, il est donc nécessaire de démontrer que son auteur a agi dans le but de porter atteinte à la volonté et à l'autonomie personnelle de la victime. En effet, dès lors que la législation colombienne classe la torture parmi les infractions contre la liberté individuelle et d'autres garanties, l'infraction de torture se caractérise par une atteinte non seulement à l'intégrité personnelle, mais également à la liberté et à l'autonomie de la personne.

## Article 2

### Réponse au paragraphe 3 de CAT/C/COL/QPR/6

8. La procédure d'entrée et de sortie des détenus est régie par l'article 45 de la loi n° 1709 de 2014. Lors de son admission dans un centre de détention, la personne accusée ou condamnée est enregistrée dans le Système intégré de collecte d'informations pour les établissements pénitentiaires et carcéraux (*Sistema de Información de Sistematización Integral del Sistema Penitenciario y Carcelario*, SISIPPEC) et, aux fins de l'établissement de sa fiche médicale, elle devra passer un examen médical visant à déterminer son état de santé physique et à vérifier si elle souffre de maladies ou d'autres problèmes de santé. En outre, le décret n° 1142 de 2016 et la décision n° 3595 de 2016 régissent et définissent le modèle de prise en charge médicale des personnes privées de liberté ainsi que le mandat des prestataires internes de services de santé qui pratiquent l'examen médical d'entrée.

9. En conséquence, la Sous-Direction des soins de santé, qui relève de la Direction chargée des conditions de prise en charge et de traitement des détenus, a élaboré et mis en œuvre à l'échelon national une procédure relative à l'examen médical d'entrée, dont l'objectif est de « mettre en place des mesures permettant de vérifier l'état de santé physique et mentale d'un détenu et de dépister des pathologies concomitantes afin de recenser des problèmes de santé publique, de promouvoir la santé, la prévention des maladies, le dépistage précoce et la demande induite, et de déterminer les besoins en soins de santé ». Ces mesures « contribuent à la stratégie de gestion des risques pour la santé et constituent le socle du modèle de prise en charge médicale qui propose des soins de santé primaires aux détenus lors de leur admission dans des établissements pénitentiaires de l'ordre national relevant de l'Institut national pénitentiaire et carcéral (*Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario*, INPEC), conformément aux directives réglementaires en vigueur à l'échelon national ».

10. En outre, afin d'évaluer l'état de santé des personnes privées de liberté, l'INPEC a conçu et adopté des formulaires papier qui permettent de consigner les résultats des examens médicaux et dentaires pratiqués lors de l'admission d'un détenu. Le formulaire relatif à l'examen médical d'entrée contient trois annexes qui permettent de compléter le registre :

- L'annexe « Conditions particulières » permet de recenser et de consigner les problèmes de santé du détenu, leur importance et leur type, afin de déterminer non seulement dans quelle cellule et dans quelle unité de la prison le détenu sera placé, mais aussi le type de travail ou d'activité qu'il peut accomplir ;
- L'annexe « Caractéristiques morphologiques » permet d'indiquer avec exactitude sur quelle partie du corps le détenu présente des signes caractéristiques, tels des tatouages, des cicatrices, des grains de beauté et des taches, et s'il a été amputé d'un membre ;
- L'annexe « Test de suspicion de tuberculose » permet, grâce à des questions ciblées, de déterminer s'il est possible que le détenu ait contracté la tuberculose et s'il est nécessaire de le mettre en quarantaine et de commencer un traitement.

11. Le formulaire relatif à l'examen dentaire d'entrée permet de prendre note de l'état de santé et des problèmes buccodentaires du détenu, de signaler la présence de caries et de gingivites ainsi que d'indiquer si le détenu a perdu des dents.

12. De même, afin d'enregistrer les données issues de l'examen clinique, un module de santé a été créé sur la plateforme du SISIPÉC – phase 1 (il s'agit d'une base de données centralisée, numérisée et complète, dans laquelle sont stockées les informations relatives aux personnes privées de liberté qui purgent leur peine dans les établissements pénitentiaires relevant de l'INPEC). Toutefois, à ce jour, les établissements concernés n'utilisent pas encore tous cette plateforme. Ainsi, afin qu'ils se conforment aux règles, les directeurs des établissements pénitentiaires de l'ordre national ont reçu pour instruction d'utiliser les formulaires papier susmentionnés.

13. Afin d'assurer un suivi, un document intitulé « Registre de l'examen médical d'entrée – renvoi médical » a été créé dans le but de recueillir des informations pertinentes au terme de l'examen médical d'entrée. Ce document, au format Excel, est géré par le médecin de l'établissement pénitentiaire, qui doit l'envoyer à l'administration régionale de son secteur dans les trois premiers jours ouvrés du mois suivant, pour examen et compilation. L'administration régionale le transmet ensuite à la Sous-Direction des soins de santé, à l'Unité de santé publique, dans les sept premiers jours ouvrés du mois, afin qu'elle analyse les informations à l'échelon national, ce qui lui permet de prendre des décisions éclairées, de recueillir des informations en retour, de préparer les rapports de gestion nécessaires et de garantir que les personnes détenues dans les prisons relevant de l'INPEC puissent effectivement jouir de leurs droits en matière de santé.

14. Ce document se compose de colonnes et des menus déroulants afin de faciliter la saisie des données. Il permet d'indiquer si des détenus doivent suivre un régime alimentaire spécial, ne peuvent pas effectuer certaines tâches, souffrent d'une maladie grave ou présentent des marques sur le corps. En outre, afin que l'état de santé des détenus fasse l'objet de décisions éclairées, le document indique comment gérer les risques et quelle conduite médicale suivre.

15. Afin d'assurer un suivi après l'examen médical d'entrée, des visioconférences mensuelles ont été organisées et des modes de communication virtuels ont permis d'entrer en contact avec les établissements et les administrations régionales afin qu'ils mettent en œuvre des instructions et des mesures précises pour développer et réaliser l'examen médical. En outre, l'indicateur suivant a été mis au point pour rendre compte de la réalisation de l'examen :

---

*Indicateur concernant l'examen médical d'entrée*

---

Nombre d'examens médicaux d'entrée pratiqués au cours  
de la période considérée

---

**Nombre total d'admissions au cours de la période considérée**

---

**X 100**

---

16. Il convient d'ajouter qu'afin que toutes les personnes admises dans des établissements pénitentiaires de l'ordre national jouissent des garanties fondamentales, l'INPEC dispose d'un système d'information préventif, le SISIPÉC, créé par la décision n° 003670 du 9 septembre 2011. Administré par le Bureau des systèmes d'information, cet outil unique permet d'organiser et d'automatiser les données relatives à la population carcérale des établissements pénitentiaires relevant de l'INPEC.

17. Le logiciel SISIPÉC WEB contient des données d'identité, des données morphologiques, des données relatives aux admissions et aux transfèrements, des données juridiques, ainsi que des informations sur les privilèges administratifs accordés aux détenus, leur comportement, leur lieu de détention, et le calcul et la certification des heures de travail et du temps qu'ils ont passé à étudier, à enseigner, à se perfectionner et à participer à des activités sociales. Ce logiciel contient également des informations sur les visites aux détenus, le service d'assistance, les nouvelles modalités et le système progressif applicable à tous les détenus de l'ensemble des établissements pénitentiaires du pays qui relèvent de l'INPEC. Ce sont les agents des établissements pénitentiaires qui saisissent directement ces données dans les différents modules après avoir suivi une formation sur l'utilisation du logiciel.

18. Il y a lieu de noter que, conformément à la législation en vigueur (art. 304 de la loi n° 906 de 2004, tel que confirmé par l'article premier du décret n° 2636 de 2004 portant modification de l'article 8 de la loi n° 65 de 1993), les autorités pénitentiaires doivent à chaque admission vérifier que l'autorité judiciaire compétente a bien délivré une ordonnance écrite de mise en détention visant l'intéressé et que ce document est conforme aux obligations légales, et notamment que les motifs et la date de l'arrestation y sont indiqués, faute de quoi les directeurs des établissements pénitentiaires relevant de l'INPEC ne peuvent engager la procédure d'entrée et d'enregistrement, qui est la première procédure prévue par le système. En termes simples, cette condition permet de garantir que toute personne visée par une ordonnance judiciaire de mise en détention est enregistrée dans le logiciel SISIPPEC WEB au moment de son admission dans un établissement pénitentiaire.

19. Cette condition est énoncée dans la décision n° 6349 du 19 décembre 2016 portant adoption du Règlement général des établissements pénitentiaires de l'Ordre national qui relèvent de l'INPEC, en particulier dans le chapitre V consacré à l'admission des personnes privées de liberté, qui dispose :

« Article 25. Admission dans les établissements pénitentiaires. Aucune personne prévenue, inculpée, accusée, condamnée ou arrêtée à des fins d'extradition ne saurait être admise dans un établissement pénitentiaire pour y purger une peine privative de liberté si elle n'est pas visée par une ordonnance écrite émanant d'une autorité judiciaire compétente qui l'identifie en tous points.

1. Au moment de sa mise sous écrou, la personne privée de liberté se soumet aux formalités suivantes : relevé du nom et des empreintes des 10 doigts, relevé des données morphologiques et biométriques, prise de photographies, enregistrement de la voix et autres technologies d'identification. Le nom et les prénoms des détenus sont consignés dans un registre des admissions tenu à cet effet. Ces données seront également enregistrées dans le Système intégré de collecte d'informations pour les établissements pénitentiaires et carcéraux (SISIPPEC) ou dans le logiciel qu'utilise le directeur général de l'INPEC [...]. »

20. En outre, le titre VI du Règlement général de l'INPEC, qui porte sur les communications des détenus avec l'extérieur, indique qu'au moment de leur admission dans un établissement pénitentiaire de l'ordre national, tous les détenus ont le droit de prendre contact avec leur famille ou leur avocat :

« Article 63. Communications téléphoniques. [...] tout détenu a droit aux communications téléphoniques :

1. Dès son arrivée dans l'établissement pour prendre contact avec son avocat et informer sa famille de sa situation.

2. Quand il doit informer d'une question urgente ses proches ou son avocat, après vérification par le sous-directeur ou, en son absence, le surveillant-chef, des motifs allégués.

3. Par les téléphones publics, aux conditions prévues dans le règlement intérieur de chaque établissement pénitentiaire ».

#### Réponse au paragraphe 4 de CAT/C/COL/QPR/6

21. Conformément à la décision n° 1006 de 2016, le Programme de protection et d'assistance propose les mesures spécifiques suivantes pour protéger la vie et l'intégrité physique des procureurs face aux menaces et aux agressions :

- Des dispositifs de sécurité composés d'agents de protection et de véhicules de sécurité sont mis en place si l'évaluation technique des menaces et des risques a conclu à un risque élevé ;
- En concertation avec la direction exécutive de la *Fiscalía General de la Nación*, il est recommandé au fonctionnaire concerné de changer de lieu d'affectation et de s'installer dans un autre endroit du pays, loin de la zone considérée comme dangereuse, si l'évaluation technique a conclu à un risque considérablement élevé ;

- En concertation avec l'instance saisie, il est recommandé que la procédure judiciaire, l'enquête ou le procès soit réassigné à un autre fonctionnaire de la *Fiscalía*, si l'évaluation technique a conclu à un risque considérablement élevé.

22. Dans tous les cas, la Direction de la protection et de l'assistance examine la situation du fonctionnaire qui souhaite bénéficier de mesures de protection et d'autoprotection et en informe la Police nationale afin qu'elle prenne des mesures de protection préventives en faveur du fonctionnaire et de sa famille.

23. Entre 2015 et 2018, la *Fiscalía General de la Nación* a adopté les mesures suivantes pour garantir la protection des procureurs :

Année	2015	2016	2017	2018
<b>Nombre total de mesures de protection prises en faveur de fonctionnaires</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>36</b>	<b>13</b>
Dispositifs de sécurité mis en place pour protéger des fonctionnaires	16	18	19	11
Recommandations en faveur d'un changement du lieu d'affectation	8	8	8	1
Recommandations en faveur d'une réaffectation de la procédure	4	4	9	1
Évaluations techniques réalisées pour apprécier les menaces et les risques	278	236	249	99

24. En outre, courant 2018, l'Unité nationale de protection avait mis en place des mesures de protection en faveur de 138 juges de la République et de 54 magistrats de tribunaux et de cours.

#### Réponse au paragraphe 5 de CAT/C/COL/QPR/6

25. Les tribunaux pénaux militaires ont compétence pour connaître « des actes répréhensibles commis par les membres de la force publique en service actif et dans le cadre de leurs fonctions [...] ». Ainsi, dans les limites de ses attributions, la justice pénale militaire et policière enquête sur les membres de la force publique suspectés d'avoir commis, en service actif, un acte répréhensible en lien avec les fonctions spéciales que leur assigne la Constitution.

26. À cet égard, l'article 221 de la Constitution tel que modifié par l'acte législatif n° 01 de 2015 réaffirme la compétence des tribunaux pénaux militaires, par opposition à celle de la juridiction pénale ordinaire, et leur impose l'obligation d'appliquer le droit international humanitaire en tant que cadre régissant les enquêtes et les procès concernant des membres de la force publique qui ont commis des actes découlant d'opérations, de mesures et de procédures en lien avec le conflit armé ou un affrontement qui répond aux critères objectifs fixés par le droit international humanitaire.

27. On retrouve également ce principe à l'article 3 de la loi n° 1407 de 2010 selon lequel ne peuvent pas être considérées comme liées au service « [...] les infractions de torture, le crime de génocide, le crime de disparition forcée, les crimes contre l'humanité ou les crimes qui enfreignent le droit international humanitaire, tels que définis dans les conventions et traités internationaux ratifiés par la Colombie, tout comme les actes qui sont ostensiblement contraires au rôle constitutionnel de la force publique et qui, du fait de leur commission, rompent le lien entre l'agent et le service [...] ».

28. Lorsqu'une présumée infraction n'entre pas dans le champ du droit international humanitaire, la justice militaire doit renvoyer l'affaire devant les tribunaux ordinaires. En outre, le juge qui accepte en connaissance de cause de diriger l'enquête sur une telle infraction peut être accusé d'abus de pouvoir en application de l'article 413 de la loi n° 599 de 2000, et encourir non seulement des sanctions pénales et disciplinaires mais aussi une suspension ou un retrait sa carte professionnelle de magistrat.

29. Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus, si, après avoir examiné les preuves, l'autorité judiciaire pénale militaire a un doute raisonnable quant à sa compétence, elle renvoie l'enquête à la juridiction ordinaire. Il se peut également que la juridiction ordinaire estime avoir compétence, auquel cas elle demande à la justice pénale militaire et policière de lui renvoyer l'enquête pour qu'elle puisse en connaître ou saisir la chambre disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature afin qu'elle statue sur le conflit de compétence. Un des sept juges qui composent cette chambre rend une décision à laquelle les autres juges peuvent ne pas souscrire.

#### Réponse au paragraphe 6 de CAT/C/COL/QPR/6

30. Dans le plan stratégique de la *Fiscalía General de la Nación* en vigueur au cours de la période considérée, l'une des cinq priorités en matière d'enquêtes et de poursuites judiciaires est de lutter contre la violence en tant que phénomène principal, mais également lorsqu'elle se manifeste sous forme de violence sexuelle.

31. L'objectif de ce plan était de doubler le nombre de mises en accusation et de condamnations pour violence sexuelle. À cette fin, les mesures suivantes ont été prises en priorité :

- Un protocole d'enquête sur les cas de violence sexuelle a été mis en œuvre ;
- Les unités chargées d'enquêter sur les cas de violence sexuelle ont été renforcées ;
- La priorité a été accordée aux enquêtes sur des cas de violence sexuelle touchant des filles, des garçons et des adolescents ;
- Des critères et une démarche différenciée ont été adoptés dans le cadre des programmes de protection de la *Fiscalía General de la Nación* ;
- Les actes de violence sexuelle commis dans le cadre du conflit armé ont été traités en priorité et ont fait l'objet d'analyses.

32. Pour atteindre l'objectif susmentionné, des journées de soutien ont été organisées afin que les affaires de violence sexuelle débouchent sur davantage de poursuites judiciaires. Des journées de sensibilisation et de formation ont également été proposées aux enquêteurs appelés à mener des enquêtes médico-légales auprès de garçons, de filles et d'adolescents victimes de violence sexuelle. En outre, le Sous-Comité a examiné des affaires afin de mieux comprendre les actes de violence sexuelle commis dans le cadre du conflit armé et d'accorder la priorité à la lutte contre cette forme de violence.

33. De 2015 à ce jour, la *Fiscalía* a enregistré 146 189 signalements de victimes de violence sexuelle et de féminicide, et certaines victimes peuvent avoir été signalées plusieurs fois. À cet égard, il y a lieu de préciser que le nombre de victimes est calculé en tenant compte de tous les critères selon lesquels les informations sont ventilées. Si une procédure judiciaire concerne deux victimes, un homme et une femme, elle sera comptabilisée deux fois.

34. Ainsi, parmi les cas recensés de violence sexuelle, 710 victimes sont des femmes et 234 des hommes, tandis que 88 féminicides ont été enregistrés.

35. En ce qui concerne la violence sexuelle, il convient de préciser que les procédures portent, entre autres, sur des infractions liées à des relations charnelles violentes, à des relations charnelles abusives, à l'incitation à la prostitution, à l'exploitation sexuelle de mineurs, à la pornographie mettant en scène des mineurs et au proxénétisme, ainsi que sur des infractions à caractère sexuel commises contre des personnes protégées. Des hommes, des femmes et des enfants figurent parmi les victimes de ces infractions.

36. À cet égard, 36 686 inculpations, 29 103 mises en accusation et 12 939 condamnations ont été prononcées. Les faits suivants méritent d'être mentionnés :

- Le taux d'inculpation a considérablement augmenté depuis 2015. Le nombre d'inculpations est passé de 8 291 en 2015 à 10 758 en 2017, ce qui représente une hausse de 129,7 % ;
- De janvier à octobre 2018, 8 952 inculpations ont été prononcées ;

- Le taux de mise en accusation pour violence sexuelle a connu une forte hausse : le nombre d'actes d'accusation est passé de 6 170 en 2015 à 8 584 en 2017, ce qui représente une augmentation de 139 % ;
- De janvier à octobre 2018, 7 323 mises en accusation ont été prononcées ;
- Le nombre de condamnations est passé de 2 523 en 2013 à 4 175 en 2017, ce qui représente une augmentation de 165 %. De janvier à octobre 2018, 2 878 condamnations ont été prononcées.

37. En ce qui concerne le féminicide, entre 2015 et 2018, 1 005 inculpations, 805 mises en accusation et 448 condamnations ont été prononcées. Les faits suivants méritent d'être mentionnés :

- Le taux d'inculpation a considérablement augmenté depuis 2015. Le nombre d'inculpations est passé de 39 en 2015 à 399 en 2017, ce qui représente une hausse de 1 023 % ;
- En 2018, 342 inculpations ont été prononcées ;
- Le taux de mise en accusation pour féminicide a connu une forte hausse : le nombre d'actes d'accusation est passé de 21 en 2015 à 312 en 2017, ce qui représente une augmentation de 1 376 % ;
- De janvier à octobre 2018, 289 mises en accusation ont été prononcées ;
- Le nombre de condamnations est passé de 3 en 2013 à 203 en 2017, ce qui représente une augmentation de 6 766 %. De janvier à octobre 2018, 194 condamnations ont été prononcées.

38. Sur la base d'un dialogue engagé depuis novembre 2016 entre le procureur adjoint et des organisations de la société civile, et avec l'aide du Bureau du Défenseur du peuple, du Conseil consultatif pour l'égalité des sexes, du Conseil pour l'égalité de la femme, du Ministère de la justice et du droit et du Ministère de la santé, la *Fiscalía* a mis au point une proposition de stratégie concertée pour lutter contre cette forme de violence.

39. Il y a lieu de mentionner que la directive n° 001 de 2017 a été promulguée et qu'un plan de formation a été élaboré afin d'améliorer les enquêtes sur des infractions en lien avec la violence fondée sur le genre. À cette fin, un groupe d'une trentaine de formateurs experts a été constitué et ceux-ci ont dispensé des formations dans tous les pays, région par région.

40. De 2015 à ce jour, la *Fiscalía* a enregistré 350 337 signalements de victimes de violences de ce type et il se peut que certaines victimes aient été signalées plusieurs fois.

41. En ce qui concerne les procédures judiciaires engagées au cours de la période considérée, relevons ce qui suit :

- Le taux d'inculpation a considérablement augmenté depuis 2015. Le nombre d'inculpations est passé de 12 559 en 2013 à 17 564 en 2017, ce qui représente une hausse de 139 % ;
- En 2018, 12 529 inculpations ont été prononcées ;
- Le taux de mise en accusation a aussi connu une forte hausse : le nombre d'actes d'accusation est passé de 8 588 en 2013 à 13 913 en 2017, ce qui représente une hausse de 162 % ;
- En 2018, 10 353 mises en accusation ont été prononcées ;
- Le nombre de condamnations est passé de 2 653 en 2013 à 4 303 en 2017, ce qui représente une augmentation de 162 % ;
- En 2018, 3 287 condamnations ont été prononcées.

42. Entre 2015 et 2018, 58 947 inculpations, 45 358 mises en accusation et 13 925 condamnations ont été prononcées.

43. En ce qui concerne l'indemnisation des victimes d'actes de violence sexuelle commis par des groupes armés et des membres de la force publique dans le contexte du



conflit armé, il y a lieu d'indiquer que, conformément aux dispositions de la loi n° 1448 de 2011, l'Unité pour la prise en charge des victimes reconnaît et affirme que les actes de discrimination et de violence motivée par la haine qui sont fondés sur le genre, l'orientation sexuelle, l'âge ou le handicap constituent une problématique sociale à laquelle les politiques publiques doivent répondre. Pour ce faire, grâce à l'élaboration de différents scénarios dans le cadre du processus d'assistance et d'indemnisation global, des nouveautés et des ajustements opérationnels ont été apportés aux moyens de prise en charge. En outre, des stratégies d'indemnisation individualisée, un soutien psychosocial et des mesures visant à renforcer et à soutenir le rôle des représentants de victimes dans des contextes de participation et de plaidoyer ont été mis en place.

#### Participantes de la estrategia de Mujeres víctimas de violencia sexual

Jornadas a Mujeres Víctimas de Violencia Sexual	Cantidad
Año 2014	528
Año 2015	937
Año 2016	473
Año 2017	358
A abril 2018	-
Total	2.296

44. Au 30 juin 2018, 25 704 personnes étaient inscrites sur le registre des victimes d'atteintes à la liberté et à l'intégrité sexuelle.

45. À cet égard, l'Unité pour la prise en charge des victimes œuvre pour l'indemnisation des victimes d'atteintes à la liberté et à l'intégrité sexuelle : au 30 avril 2018, 7 760 personnes avaient bénéficié de 7 793 mesures d'indemnisation, correspondant à un montant de 150 500 875 338,71 pesos.

46. Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 1719 de 2014, le Conseil présidentiel pour l'égalité des sexes est responsable du secrétariat technique du comité chargé de suivre la mise en œuvre de cette loi. Celui-ci a tenu 12 sessions ordinaires et une session extraordinaire et présenté trois rapports au Congrès de la République.

47. En outre, la Stratégie interinstitutionnelle de lutte contre l'impunité et de prise en charge globale des victimes d'actes de violence fondée sur le genre commis dans le cadre du conflit armé et, en particulier, des victimes de violence sexuelle s'est poursuivie en 2016. Cette stratégie est dirigée par le Conseil présidentiel pour l'égalité des sexes, le Conseil présidentiel pour les droits de l'homme et la *Fiscalía*. En 2016, elle a été mise en œuvre dans les municipalités d'Agustín Codazzi (département de Cesar) et de Florencia (département de Caquetá).

48. Aux fins de sa mise en œuvre en 2017, la stratégie a été rebaptisée « Construire pour garantir les droits des femmes ». Ce réseau, dirigé par le Conseil présidentiel pour les droits de l'homme et le Ministère de la justice, est né de la nécessité d'élaborer des stratégies en faveur des femmes ayant survécu à des actes de violence sexuelle commis dans le cadre du conflit, afin de renforcer les institutions territoriales à des fins de prévention de la violence fondée sur le genre commise dans le cadre du conflit armé, de prise en charge des victimes et de protection contre cette forme de violence. Les interventions s'articulent autour de deux axes :

- Renforcer les processus organisationnels en faveur des femmes, en particulier des victimes du conflit armé (violence sexuelle), lesquels visent à améliorer leur santé mentale et à consolider leur position au sein de la communauté, afin qu'elles puissent se faire entendre par les autorités locales ;
- Travailler avec des agents de l'État dans des domaines liés à la protection des droits fondamentaux des femmes et renforcer leurs connaissances des lois qui garantissent aux femmes l'accès à la justice.

49. Depuis 2013, un élan a été donné aux stratégies des comités régionaux, et celles-ci ont notamment été mises en œuvre dans les départements d'Arauca, de Cundinamarca, de Nariño, de Bolívar, d'Atlántico, de Cauca et de Valle del Cauca.

50. Les comités décentralisés revêtent une grande importance en ce qu'ils permettent de cerner avec plus de précision les problématiques régionales que pose la prévention de la violence faite aux femmes, et contribuent ainsi à instaurer un dialogue plus précis, plus clair et plus concret avec les autorités locales et les organisations de femmes dans le but de surmonter les obstacles existants et de promouvoir l'application effective de la loi.

51. Dans le cadre de ce comité et conformément aux dispositions de la loi n° 1257 de 2008, le Conseil consultatif pour l'égalité des sexes présente chaque année un rapport au Congrès de la République sur la situation en matière de violence à l'égard des femmes, les formes que revêt ce fléau, son ampleur, ses conséquences et ses incidences, ainsi que sur les progrès et les échecs enregistrés dans ce domaine.

52. Enfin, pour progresser dans l'élaboration de la stratégie visant à lutter contre la violence fondée sur le genre, et compte tenu de la multiplication des forums de coordination intersectorielle qui abordent la lutte contre ce type de violence et, plus particulièrement, la violence sexuelle, qu'elle se manifeste dans le cadre du conflit armé ou non, une nouvelle stratégie (la stratégie 3.9) a été conçue afin de consolider la politique publique sur l'équité de genre. Sous l'égide de la loi n° 1753 de 2015, cette stratégie vise à « mettre en place des forums de coordination intersectorielle aux fins de la prise en charge des différentes formes de violence à l'égard des femmes [...] grâce à la création d'un mécanisme national de coordination intersectorielle et interinstitutionnelle qui sous-tend la stratégie concertée de lutte contre la violence fondée sur le genre [...]. Ce mécanisme national devra proposer des ajustements aux moyens de prise en charge pour que les soins soient adaptés et créer un système d'informations intégré d'envergure nationale sur la violence faite aux femmes, aux garçons, aux filles et aux adolescents, en collaboration avec l'Observatoire de la violence ».

#### **Réponse au paragraphe 7 de CAT/C/COL/QPR/6**

53. En Colombie, toutes les mesures nationales visant à lutter contre la traite des personnes sont prises dans le cadre de la loi n° 985 de 2005, qui a porté modification du Code pénal colombien (loi n° 599 de 2000) et a ainsi défini l'infraction de traite des personnes en Colombie :

« Article 1BBA. Traite des personnes. Quiconque attire ou transfère une personne à l'intérieur du territoire national ou vers l'étranger, ou l'héberge ou la reçoit à des fins d'exploitation est passible d'une peine d'emprisonnement allant de treize (13) à vingt-trois (23) ans, ainsi que d'une amende représentant 800 à 1 500 fois le salaire minimum légal applicable.

Aux fins du présent article, l'exploitation s'entend du fait d'obtenir un avantage économique ou autre pour soi-même ou pour une tierce personne par l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude, l'exploitation de la mendicité d'autrui, le mariage servile, le prélèvement d'organe, le tourisme sexuel ou toute autre forme d'exploitation.

Le fait qu'une victime a consenti à l'une quelconque des formes d'exploitation visées par le présent article ne constituera pas un motif d'exonération de la responsabilité pénale. »

54. Ainsi, en Colombie, et conformément à ce que prévoit le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui est le cadre juridique international applicable à l'infraction de traite des personnes, toute forme que revêt ce fléau est érigée en infraction, ce qui permet avec efficacité d'enquêter sur toute variante ou forme de cette infraction et d'en poursuivre les auteurs.

55. De même, la loi n° 1719 de 2014 sur l'accès à la justice des victimes de violence sexuelle, en particulier d'actes de violence sexuelle commis dans le cadre du conflit armé,

est venue porter modification du Code pénal colombien (loi n° 599 de 2000) afin que la traite des personnes protégées à des fins d'exploitation sexuelle soit érigée en infraction.

56. La loi n° 1719 de 2014 a également modifié l'infraction de prostitution forcée des personnes protégées et érigé en infraction l'esclavage sexuel des personnes protégées, deux délits qui restent étroitement liés à l'infraction de traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. On reviendra sur ces infractions. La Colombie a elle aussi défini dans son Code pénal des infractions connexes à l'infraction de traite des personnes, en particulier celles liées à l'exploitation sexuelle et commerciale dans le contexte des voyages et du tourisme. À cet égard, la loi n° 1329 de 2009 a porté modification du Code pénal (loi n° 599 de 2000) afin d'y inclure l'infraction de proxénétisme d'enfants, ainsi que l'infraction de demande d'exploitation sexuelle d'enfants de moins de 18 ans à des fins commerciales.

57. À cet égard, le décret n° 1036 de 2016 a porté adoption de la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, qui a pour objectif de lutter contre ce crime et de protéger les droits fondamentaux des victimes, et ce, en renforçant les mesures de prévention, les enquêtes et les poursuites judiciaires, ainsi que l'assistance et la protection offertes aux victimes.

58. Cette stratégie a été mise en œuvre à l'échelon national et au niveau des départements, des districts et de municipalités, dans le respect des principes de coordination, de subsidiarité, de concurrence et de complémentarité. En outre, elle fait fond autant sur la législation nationale et internationale dans le domaine de la lutte contre l'infraction de traite des personnes que sur les autres stratégies nationales et politiques publiques de l'État colombien en la matière.

59. L'État colombien a renforcé son engagement en faveur de la lutte contre la traite des personnes en prenant part aux efforts de coopération internationale, puisqu'il a signé des accords avec des pays voisins. À ce jour, il a conclu huit mémorandums d'accord et a notamment signé en 2015 un accord avec la République du Pérou visant à prévenir la traite des personnes, à enquêter sur cette infraction, à en poursuivre les auteurs et à apporter soutien et protection aux victimes.

60. Entre 2015 et 2018, la *Fiscalía General de la Nación* a ouvert des enquêtes et engagé des poursuites judiciaires concernant 428 affaires de traite. Au cours de cette même période, 292 inculpations, 274 mises en accusation et 125 condamnations ont été prononcées.

61. Il convient de relever que plusieurs formations sur la traite des personnes ont été dispensées à des procureurs et des enquêteurs afin de leur inculquer les bonnes pratiques en matière d'enquêtes et de poursuites judiciaires concernant ce crime, que ce soit en Colombie ou à l'étranger.

62. La *Fiscalía General de la Nación* dispose d'un programme d'assistance et de protection dont l'objectif principal est de fournir une protection complète et une assistance sociale aux victimes, aux témoins et aux participants à des procédures pénales.

63. Les mesures de protection visent à aider une personne à avoir accès à la justice et à participer à tous les stades de la procédure pénale, en toute sécurité et en toute confiance.

64. À cet égard, au total, entre 2015 et 2018, la Direction de la protection et de l'assistance a traité 62 demandes de protection concernant des victimes de la traite, et accordé 17 mesures de protection.

65. En outre, la Direction de la protection et de l'assistance a mis en place de bonnes pratiques dans le domaine de la protection des victimes de la traite, lesquelles consistent à protéger pleinement les besoins fondamentaux de ces victimes et à leur offrir une assistance grâce à une démarche différenciée qui tient compte du genre, dans tous les domaines et tout au long de la procédure de protection.

66. En effet, la Direction a adopté un guide sur l'application d'une démarche différenciée tenant compte du genre dans le cadre des processus préliminaires de protection et d'assistance. Ce guide contient des directives transversales à l'intention des

fonctionnaires, lesquelles viennent renforcer les bonnes pratiques en matière de prise en charge et de protection des victimes, y compris des victimes de la traite.

67. Consciente des graves répercussions que l'infraction de traite a sur les victimes, la Direction prévoit et met en œuvre des mesures complémentaires de soutien psychosocial ainsi que des mesures visant à protéger les droits des victimes, par exemple, en demandant que les victimes n'aient pas à assister aux audiences et en assurant la coordination d'une telle mesure.

### Article 3

#### Réponse au paragraphe 8 de CAT/C/COL/QPR/6

68. La Colombie a œuvré en faveur des droits des personnes ayant demandé la reconnaissance du statut de réfugié. En particulier, afin que ces personnes puissent exercer leur droit au travail, la Colombie a modifié les ordonnances de sauf-conduit qui leur permettent de rester sur son territoire dans l'attente de la décision de la Commission nationale pour les réfugiés, et ce, en levant les restrictions qui les empêchaient dans une certaine mesure d'exercer des emplois lucratifs.

#### Réponse au paragraphe 9 de CAT/C/COL/QPR/6

69. Les données statistiques ci-après concernent les demandes de reconnaissance du statut de réfugié que la Colombie a reçues entre 2015 et le 30 avril 2019.

<i>Demandes de reconnaissance du statut de réfugié</i>	
<i>Année</i>	<i>Nombre total de demandes</i>
2015	285
2016	316
2017	625
2018	1 698
2019 (30 avril)	2 169
<i>Octroi du statut de réfugié</i>	
<i>Année</i>	<i>Nombre total de demandes acceptées</i>
2015	20
2016	12
2017	10
2018	12
2019 (30 avril)	5

#### Demandes de reconnaissance du statut de réfugié reçues en 2015

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Afghanistan	5
Bangladesh	10
Bolivie	1
Cuba	139
Équateur	2
El Salvador	2
Espagne	2

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Éthiopie	3
Gambie	1
Ghana	1
Guinée-Bissau	1
Haïti	4
Honduras	3
Inde	6
Iraq	2
Liban	1
Lituanie	1
Mexique	1
Népal	2
Nigéria	2
Palestine et Cuba	1
Panama	1
Sierra Leone	1
Syrie	7
Somalie	2
Ukraine	2
Venezuela	82
<b>Total</b>	<b>285</b>

#### Demandes de reconnaissance du statut de réfugié reçues en 2016

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Bangladesh	1
Brésil	1
Cuba	54
Équateur	3
Égypte	1
El Salvador	1
Espagne	1
Haïti	2
Mexique	1
Inde	16
Honduras	1
Pakistan	1
Panama	1
Pérou	1
Syrie	6
Somalie	2
Turquie	9
Venezuela	212

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Yémen	1
<b>Total</b>	<b>316</b>

#### **Demandes de reconnaissance du statut de réfugié reçues en 2017**

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Afghanistan	2
Cameroun	1
Cuba	24
Égypte	1
États-Unis d'Amérique	1
Gambie	1
Iran	1
Iraq	2
Palestine	1
Syrie	2
Turquie	7
Venezuela	575
Yémen	6
Libye	1
<b>Total</b>	<b>625</b>

#### **Demandes de reconnaissance du statut de réfugié reçues en 2018**

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Allemagne	1
Arabie saoudite	1
Brésil	2
Cameroun	2
Chili	1
Costa Rica	1
Cuba	31
Équateur	1
Espagne	1
Ghana	2
Grèce	1
Haïti	1
Honduras	1
Iraq	3
Corée	1
Libéria	1
Mexique	1
Nicaragua	1
Nigéria	2

<i>Pays</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Palestine	1
Pérou	1
Pologne	1
République dominicaine	2
Russie	1
Syrie	8
Somalie	1
Turquie	2
Ouganda	1
Uruguay	1
Venezuela	1 624
<b>Total</b>	<b>1 698</b>

#### Réponse au paragraphe 10 de CAT/C/COL/QPR/6

70. Ces informations ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.

### Articles 5 à 9

#### Réponse au paragraphe 11 de CAT/C/COL/QPR/6

71. Le Code pénal colombien (loi n° 599 de 2000) définit l'infraction de torture en son titre II, qui porte sur les infractions contre des personnes et des biens protégés par le droit international humanitaire, mais aussi en son titre III, qui définit les infractions contre la liberté individuelle et d'autres garanties. Si les deux titres définissent les actes constitutifs de torture de la même manière, le titre II précise que les actes visés par ses dispositions doivent avoir été commis à l'occasion et au cours du conflit armé.

#### Réponse au paragraphe 12 de CAT/C/COL/QPR/6

72. La Colombie a conclu des traités d'extradition bilatéraux avec les États suivants :

- France, souscrit en 1850
- Pérou, souscrit en 1870
- Royaume-Uni, souscrit en 1888, complété en 1929 et élargi en 1934
- Espagne, souscrit en 1892, complété en 1991 et modifié en 1999
- Belgique, souscrit en 1912 et complété en 1931 et 1959
- Chili, souscrit en 1914
- Panama, souscrit en 1927
- Costa Rica, souscrit en 1928
- Nicaragua, souscrit en 1929
- Cuba, souscrit en 1932
- Brésil, souscrit en 1938
- Mexique, souscrit en 2011

73. Chaque fois qu'elle examine une demande d'extradition, la Colombie se réfère au droit international pour prendre une décision. Au cours de la période considérée, la Colombie n'a pas connu d'affaire d'extradition ayant nécessité qu'elle se réfère à la Convention.

**Réponse au paragraphe 13 de CAT/C/COL/QPR/6**

74. Outre la Convention contre la torture, la Colombie est partie aux accords multilatéraux suivants, qui fixent le cadre des extraditions :

- Convention des Nations Unies sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, 1973 ;
- Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, décembre 1988 ;
- Convention internationale contre la prise d'otages, 1979 ;
- Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, 1997 ;
- Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, 1999 ;
- Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 2006 ;
- Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2000 ;
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, 2000.

75. Au cours de la période considérée, la Colombie n'a ni reçu ni formulé de demande d'extradition à raison de crimes visés par la Convention contre la torture.

**Article 10****Réponse au paragraphe 14 de CAT/C/COL/QPR/6**

76. L'atelier consacré aux droits de l'homme et au recours à la force, qui relève du programme de formation du système pénitentiaire colombien (cinquante heures de présence) donne des directives précises sur la Convention contre la torture et sur des instruments relatifs aux droits de l'homme, comme le Code de conduite des agents des forces de l'ordre, l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela), la Politique institutionnelle en matière de droits de l'homme, les Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu, les Méthodes de négociation et les bonnes pratiques pénitentiaires que le personnel pénitentiaire doit suivre dans les prisons nationales.

77. Dans le cadre des programmes techniques de travail (services pénitentiaires, enquêtes médico-légales et dressage de chiens), l'école de formation propose un module complet de quarante heures de cours sur les droits de l'homme, qui aborde la prévention de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que la réglementation applicable au système pénitentiaire relativement aux droits de l'homme. En 2017 et 2018, à l'échelon national, 459 gardiens et surveillants de prison ont suivi cette formation.

78. L'école nationale pénitentiaire travaille sur trois fronts :

- Le programme technique de travail consacré aux services pénitentiaires comprend un cours de quarante heures sur la prévention de la torture ;
- Ce cours est également dispensé avec moins d'heures d'enseignement dans le cadre de tous les programmes de l'école nationale pénitentiaire, ce qui permet également de l'inscrire dans les programmes de perfectionnement et les différents programmes de reconversion ;
- Des ateliers théoriques et pratiques sur les droits de l'homme et le recours à la force sont organisés avec l'aide du CICR.

79. Dans le cadre de la directive du Ministère de la défense sur la formation aux droits de l'homme et au droit international humanitaire devant être dispensée en dehors d'un programme d'études et en fonction de la situation dans le pays, entre 2015 et 2018,



10 048 membres de la force publique nationale ont reçu une formation sur le recours à la force et les normes internationales.

80. Chaque année, le Ministère de la défense émet cette directive provisoire sur la formation aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, qui aborde les sujets que la force publique estime essentiels pour donner confiance à ses agents et leur inculquer les connaissances dont ils ont besoin pour mener des opérations et des procédures en fonction de la situation dans laquelle se trouve le pays à un moment donné.

81. Grâce aux six directives provisoires sur la formation aux droits de l'homme et au droit international humanitaire devant être dispensée en dehors d'un programme d'études et en fonction de la situation dans le pays émises ces six dernières années, 11 762 membres de la force publique nationale ont suivi une formation. Le tableau ci-dessous indique le nombre d'agents de la force publique qui ont suivi une formation aux droits de l'homme et au droit international humanitaire au titre des plans de formation interne, qu'elle soit dispensée dans le cadre d'un programme d'études ou non :

Formation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Total</b>	<b>308 571</b>	<b>328 652</b>	<b>342 421</b>	<b>376 946</b>	<b>539 203</b>	<b>301 887</b>	<b>430 215</b>	<b>526 517</b>

82. Entre 2010 et 2018, grâce à la coopération entre le Ministère de la défense et le CICR, 225 ateliers ont été organisés sur l'ensemble du territoire colombien sur les thèmes suivants : les enseignements à retenir, l'application du droit international humanitaire, la responsabilité du commandant, la protection du personnel sanitaire militaire, la protection de la mission médicale et les emblèmes de protection.

#### Réponse au paragraphe 15 de CAT/C/COL/QPR/6

83. Depuis janvier 2017, en plus des mesures de prise en charge des victimes, le Ministère de la santé et de la protection sociale a conçu et mis en œuvre des orientations méthodologiques sur le soutien psychosocial apporté à titre individuel ou dans un cadre familial aux victimes ayant subi des actes de torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le contexte du conflit armé. De plus, depuis mars 2017, près de 800 professionnels ont reçu une formation sur ces orientations, grâce auxquelles ils fournissent un soutien psychosocial dans 24 entités territoriales et 255 municipalités du pays.

## Article 11

#### Réponse au paragraphe 16 de CAT/C/COL/QPR/6

84. Ces informations ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.

#### Réponse au paragraphe 17 de CAT/C/COL/QPR/6

85. Afin d'atteindre les objectifs spécifiques énoncés dans la politique pénitentiaire et carcérale de la Colombie et de « créer une infrastructure matérielle, sanitaire, technologique et humaine qui permette d'atteindre les objectifs du système pénitentiaire et carcéral dans des conditions de vie digne pour les détenus », l'Unité des services pénitentiaires et carcéraux (*Unidad de Servicios Penitenciarios y Carcelarios*, USPEC) a défini, en collaboration avec les acteurs du système pénitentiaire et carcéral, l'ordre des priorités aux fins de la mise en œuvre des mesures dans les prisons du pays.

86. À cet effet, l'USPEC a pris des mesures pour garantir la protection et la réalisation des droits fondamentaux des personnes privées de liberté, et ainsi atteindre l'objectif de son mandat consistant à gérer et à exploiter la fourniture de biens et de services de même que l'infrastructure, et à fournir le soutien logistique et administratif requis pour le bon fonctionnement des services pénitentiaires sous la responsabilité de l'INPEC, et ce, en se conformant aux directives contenues dans la politique pénitentiaire et carcérale de la Colombie, tout en cherchant à surmonter l'état d'inconstitutionnalité qui règne dans le système pénitentiaire.

87. À cet effet, des instructions ont été données aux fins d'une procédure de passation des marchés pour la gestion logistique sous-tendant la distribution et l'administration de médicaments et de fournitures dans 49 établissements pénitentiaires de l'ordre national qui disposent d'une pharmacie indépendante. Cette gestion logistique comprend, entre autres, un système d'information, la validation et le suivi des inventaires, des ressources humaines et une administration des médicaments par un système biométrique, afin non seulement que les services soient fournis avec efficacité, mais également que l'approvisionnement fasse l'objet d'un contrôle plus efficace.

88. Comme suite à l'évaluation positive d'un projet pilote dans le cadre duquel une entreprise sociale d'État (*Empresa Social del Estado*, ESE) du centre de Cali s'était vu confier l'administration des soins de santé dans l'établissement pénitentiaire de cette ville, le Consortium a été chargé de passer un contrat selon une modalité forfaitaire avec l'ESE fournissant des soins de santé primaires à Jamundí (Valle del Cauca) afin qu'elle s'acquitte des services de santé internes de l'établissement pénitentiaire de l'ordre national qui relève de l'INPEC dans cette municipalité. Il est prévu de reproduire un tel modèle dans les municipalités dont les établissements pénitentiaires comptent plus de 2 000 détenus.

89. Dans le cadre de la constitution du comité interdisciplinaire et en collaboration avec le Ministère de la justice, le Bureau du Défenseur du peuple, le Ministère de la santé, le Consortium et l'INPEC, les six indicateurs de santé ci-après ont été élaborés afin de mesurer l'incidence du modèle actuel de soins de santé sur les détenus :

- Prévalence du VIH ;
- Prévalence des problèmes de santé mentale ;
- Nombre d'examens médicaux d'entrée ;
- Morbidité due à des causes majeures ;
- Dépistage du cancer du col de l'utérus ;
- Couverture de la thérapie antirétrovirale.

90. Afin de proposer de meilleurs services de santé aux détenus, les activités et les documents suivants ont été mis au point :

- Mise à jour des manuels techniques et administratifs de mise en œuvre du modèle de soins de santé ;
- Plan de supervision ;
- Audit de qualité des études déjà réalisées.

91. Chaque année, par l'entremise du Bureau consultatif de planification, l'INPEC recueille des informations sociodémographiques concernant la population carcérale, puis les compile et les analyse avant de les publier dans une revue institutionnelle intitulée « Entre les murs », qui décrit la situation dans laquelle se trouve le système pénitentiaire colombien et s'intéresse aux aspects suivants :

- Planification des services pénitentiaires fondée sur les droits de l'homme ;
- Politique pénitentiaire et carcérale dans le cadre d'un état de droit social ;
- Incidence de la loi n° 1709 de 2014 ;
- Classification et catégorisation des établissements pénitentiaires de l'ordre national ;
- Nombre de détenus des établissements pénitentiaires de l'ordre national faisant l'objet d'une mesure de sûreté et d'une peine privative de liberté ;
- Démographie des établissements pénitentiaires de l'ordre national ;
- Traitement pénitentiaire ;
- Nombre de détenus récidivistes dans le système pénitentiaire colombien ;
- Tendance émergente et prévisions concernant la population carcérale.

92. Grâce aux éléments démographiques, il est possible d'obtenir des données statistiques officielles relatives au nombre de détenus qui n'ont pas encore été jugés ou qui ont été condamnés, comme indiqué ci-après.

#### *Année 2015*

93. Fin 2015, sur l'ensemble des personnes détenues (120 444) au titre d'une mesure de sûreté et d'une peine privative de liberté, 35,5 % (42 753) étaient visées par un acte d'accusation et 64,7 % (76 691) avaient été condamnées. En moyenne, 92 % (40 043) des détenus visés par un acte d'accusation étaient des hommes et 8 % (3 503) des femmes. Quant aux détenus condamnés, 93,7 % (71 646) étaient des hommes et 6,3 % (4 848) des femmes.

Tableau 1

#### **Données relatives à la population carcérale en 2015, ventilées par situation juridique et par sexe**

Mes	Sindicados		Total Sindicados	Condenados		Total condenados	Total población reclusa
	Hombres	Mujeres		Hombres	Mujeres		
Enero	37.994	3.139	41.133	70.646	4.981	75.627	116.760
Febrero	39.166	3.246	42.412	70.713	4.934	75.647	118.059
Marzo	39.969	3.437	43.406	70.390	4.862	75.252	118.658
Abril	40.795	3.527	44.322	70.227	4.829	75.056	119.378
Mayo	40.575	3.597	44.172	71.204	4.824	76.028	120.200
Junio	42.038	3.613	45.651	70.385	4.869	75.254	120.905
Julio	40.456	3.555	44.011	71.932	4.897	76.829	120.840
Agosto	40.656	3.576	44.232	72.164	4.861	77.025	121.257
Septiembre	39.593	3.616	43.209	73.366	4.814	78.180	121.389
Octubre	40.172	3.567	43.739	72.749	4.807	77.556	121.295
Noviembre	39.910	3.600	43.510	72.981	4.805	77.786	121.296
Diciembre	39.190	3.563	42.753	72.998	4.693	77.691	120.444
Promedio	40.043	3.503	43.546	71.646	4.848	76.494	120.040
Participación	92,0%	8,0%	100,0%	93,7%	6,3%	100,0%	100,0%
	36,3%			63,7%			

Fuente: CEDIP Inpec – Año 2015.

#### *Année 2016*

94. Fin 2016, 31,9 % (37 839) des personnes détenues au titre d'une mesure de sûreté et d'une peine privative de liberté étaient visées par un acte d'accusation, et 68,1 % (80 693) avaient été condamnées. Il ressort du tableau ci-dessous que 92,8 % (35 096) des détenus visés par un acte d'accusation étaient des hommes et 7,2 % (2 741) des femmes. Quant aux détenus condamnés, 93,8 % (75 655) étaient des hommes et 6,2 % (5 038) des femmes.

Tableau 2

**Données relatives à la population carcérale en 2016, ventilées par situation juridique et par sexe**

Mes	Sindicados			Condenados			Total población intramural
	Hombres	Mujeres	Total	Hombres	Mujeres	Total	
Enero	39.698	3.645	43.343	72.798	4.595	77.393	120.736
Febrero	39.250	3.645	42.895	73.833	4.628	78.461	121.356
Marzo	40.192	3.758	43.950	73.433	4.637	78.070	122.020
Abril	40.131	3.813	43.944	73.486	4.586	78.072	122.016
Mayo	39.439	3.796	43.235	74.140	4.570	78.710	121.945
Junio	38.350	3.663	42.013	74.557	4.660	79.217	121.230
Julio	38.244	3.712	41.956	74.202	4.499	78.701	120.657
Agosto	36.682	2.691	39.373	75.987	5.361	81.348	120.721
Septiembre	36.462	2.704	39.166	76.391	5.357	81.748	120.914
Octubre	35.879	2.734	38.613	76.784	5.271	82.055	120.668
Noviembre	35.735	2.687	38.422	76.538	5.213	81.751	120.173
Diciembre	35.098	2.741	37.839	75.655	5.038	80.693	118.532
Promedio	37.930	3.299	41.229	74.817	4.868	79.685	120.914
Participación	92,0%	8,0%	100,0%	93,9%	6,1%	100,0%	100,0%
	34,1%			65,9%			

Fuente: CEDIP Inpec – Año 2016.

*Année 2017*

95. Fin 2017, 32 % (36 777) des personnes détenues au titre d'une mesure de sûreté et d'une peine privative de liberté étaient visées par un acte d'accusation, et 68 % (77 973) avaient été condamnées. Au total, 91,8 % (33 776) des détenus visés par un acte d'accusation étaient des hommes et 8,2 % (3 001) des femmes. Quant aux détenus condamnés, 94,1 % (73 360) étaient des hommes et 5,9 % (4 613) des femmes.

Tableau 3

**Données relatives à la population carcérale en 2017, ventilées par situation juridique et par sexe**

Regional	Sindicados					Condenados					Población intramural
	Hombres	Mujeres	Total	Participación por Regional	Participación por situación	Hombres	Mujeres	Total	Participación por Regional	Participación por situación	
Central	9.356	1.226	10.582	28,8%	26,5%	27.947	1.339	29.286	37,6%	73,5%	39.868
Occidente	7.349	528	7.877	21,4%	34,4%	14.070	971	15.041	19,3%	65,6%	22.918
Norte	7.027	220	7.247	19,7%	54,1%	6.027	133	6.160	7,9%	45,9%	13.407
Oriente	3.954	272	4.226	11,5%	37,0%	6.779	403	7.182	9,2%	63,0%	11.408
Noroeste	3.943	409	4.352	11,8%	30,5%	8.915	981	9.896	12,7%	69,5%	14.248
Viejo Caldas	2.147	346	2.493	6,8%	19,3%	9.622	786	10.408	13,3%	80,7%	12.901
Total	33.776	3.001	36.777	100,0%	32,0%	73.360	4.613	77.973	100,0%	68,0%	114.750
Participación	91,8%	8,2%	100,0%			94,1%	5,9%	100,0%			

Fuente: GEDIP – Año 2017.

*Année 2018*

96. En 2018, 79 878 personnes détenues au titre d'une mesure de sûreté et d'une peine privative de liberté avaient été condamnées et 34 818 détenus étaient visés par un acte d'accusation. Au total, 32 282 détenus en attente de jugement étaient des hommes et 2 536 des femmes. Quant aux détenus condamnés, 74 761 étaient des hommes et 5 117 des femmes.

Tableau 4

**Données relatives à la population carcérale en 2018, ventilées par situation juridique et par sexe**

REGIONAL	CONDENADOS		SINDICADOS		ACTUALIZACION		POB.	CAP.	SOBRE	HAC. %
	HOM.	MUJ.	HOM.	MUJ.	HOM.	MUJ.			POB.	
100 CENTRAL	28.401	1.774	8.839	794	187	10	40.005	29.581	10.424	35,20%
200 OCCIDENTE	14.310	988	7.128	520	55	4	23.005	14.895	8.110	54,40%
300 NORTE	6.296	139	6.775	219	164	4	13.597	7.735	5.862	75,80%
400 ORIENTE	6.842	405	3.893	268	45	8	11.461	7.856	3.605	45,90%
500 NOROESTE	9.238	993	3.525	414	170	15	14.355	8.582	5.773	67,30%
600 VIEJO CALDAS	9.674	818	2.122	321	24	1	12.960	10.562	2.398	22,70%
TOTALES:	74.761	5.117	32.282	2.536	645	42	115.383	79.211	36.172	45,70%

*Centre stratégique d'information sur les prisons*

(Centro Estratégico de Información Penitenciaria, CEDIP) – année 2018

97. Afin de faire appliquer les dispositions prises par le Ministère de la justice et du droit, le Ministère de la santé et de la protection sociale et le Ministère des finances et du crédit public, le décret n° 2245 a été publié en 2015 pour ajouter un chapitre au décret n° 1069 de 2015 portant réglementation unique du secteur de la justice et du droit s'agissant de la prestation de services de santé aux détenus qui sont sous la garde et la surveillance de l'INPEC. Le nouveau chapitre 11, qui traite justement de la prestation de services de santé à ce type de détenus, a pour objectif de régir le modèle de prestation de services de santé aux détenus des établissements relevant de l'INPEC.

98. En tant qu'autorité compétente, l'USPEC a entrepris de mener à bien le processus de sélection n° SA-MC-058-2015, dont l'objectif était de « conclure un contrat de fiducie commerciale aux fins de l'administration et du paiement des ressources fournies par le fiduciaire du Fonds national de santé au profit des personnes privées de liberté ».

99. À l'issue de ce processus, le contrat n° 363-2015 a été conclu avec le consortium responsable en 2015 du fonds de soins de santé au profit des personnes privées de liberté, qui est chargé d'administrer les fonds et d'effectuer les paiements relatifs à la prestation de services de santé aux détenus qui sont incarcérés dans des établissements pénitentiaires et assignés à domicile, ainsi que de souscrire des contrats avec des prestataires de services de santé. Ce modèle entend préserver la continuité de la prestation de ces services à la population carcérale. Le contrat de fiducie commerciale est arrivé à expiration le 26 décembre 2016 puis a été renouvelé via le contrat n° 331, qui est encore valide.

100. Un contrat aux fins d'une prestation complète de services de santé a été conclu avec le consortium 2017 responsable du fonds de soins de santé au profit des personnes privées de liberté, une entité que l'USPEC a agréée conformément à la réglementation en vigueur.

101. Les établissements pénitentiaires de l'ordre national qui relèvent de l'INPEC fournissent des services intramuros de soins de santé primaires ou peu complexes, tels que médecine générale, infirmerie, soins dentaires, prélèvement d'échantillons de laboratoire clinique, médicaments et fourniture d'appareils dentaires. Huit établissements disposent d'un service interne de physiothérapie. Tous ces services sont fournis à temps partiel, à temps plein ou 24 heures sur 24, selon le nombre de détenus, l'infrastructure à disposition et le niveau de sécurité de l'établissement pénitentiaire.

102. Pour les soins de santé plus complexes, le consortium a engagé plusieurs prestataires externes de soins de santé. S'il entend bénéficier de tels soins, le détenu doit obtenir une autorisation délivrée par le centre de contact compétent, prendre rendez-vous et obtenir un renvoi médical pour être soigné hors de l'établissement pénitentiaire.

103. Afin que les détenus souffrant de problèmes de santé mentale bénéficient de soins, des contrats ont été conclus avec des institutions qui apportent un soutien psychiatrique intramuros et administrent des médicaments dans le cadre d'un traitement continu, comme pour les détenus atteints du VIH.

104. Un contrat, toujours valide, a été conclu avec PROFAMILIA, une institution qui envoie des équipes médicales dans les prisons pour y proposer des services de consultation gynécologique, des services d'urologie, une planification familiale et des échographies.

105. S'il est vrai que la surpopulation carcérale est l'un des problèmes les plus latents du système pénitentiaire en Colombie, l'INPEC a réalisé des progrès et augmenté la capacité d'accueil des différents établissements pénitentiaires de l'ordre national. Ainsi, bien que cela ne règle pas le problème, ces mesures contribuent à améliorer les conditions minimales d'habitabilité de la population carcérale.

#### Année 2015

106. En mai 2015, 170 places supplémentaires ont été créées dans les établissements pénitentiaires de l'ordre national. En décembre 2015, suite à la fermeture provisoire de la prison de moyenne sécurité (*Establecimiento Penitenciario de Mediana Seguridad y Carcelario*, EPMSC) de Ciénaga, dans le département de Magdalena (région nord), 91 places ont été supprimées et, en fin d'année, les établissements pénitentiaires pouvaient accueillir 77 953 détenus. Avec une population carcérale de 120 444 détenus, la surpopulation s'élevait à 42 491 détenus, ce qui correspond à un taux de saturation de 54,5 %, soit une augmentation de 8,6 points de pourcentage par rapport à 2014.

Tableau 5

#### Surpopulation carcérale et taux de saturation dans les établissements pénitentiaires nationaux en 2015

Mes	Capacidad	Población			Sobrepoblación	Índice de hacinamiento
		Hombres	Mujeres	Total		
Enero	77.874	108.640	8.120	116.760	38.886	49,9%
Febrero	77.874	109.879	8.180	118.059	40.185	51,6%
Marzo	77.874	110.359	8.299	118.658	40.784	52,4%
Abril	77.874	111.022	8.356	119.378	41.504	53,3%
Mayo	78.044	111.779	8.421	120.200	42.156	54,0%
Junio	78.044	112.423	8.482	120.905	42.861	54,9%
Julio	78.044	112.388	8.452	120.840	42.796	54,8%
Agosto	78.044	112.820	8.437	121.257	43.213	55,4%
Septiembre	78.044	112.959	8.430	121.389	43.345	55,5%
Octubre	78.044	112.921	8.374	121.295	43.251	55,4%
Noviembre	78.044	112.891	8.405	121.296	43.252	55,4%
Diciembre	77.953	112.188	8.256	120.444	42.491	54,5%

Fuente: CEDIP Inpec – Año 2015.

#### Année 2016

107. En 2016, 263 places ont été supprimées et 730 places ont été créées. Ainsi, en fin d'année, les établissements pénitentiaires pouvaient accueillir 78 420 détenus. Avec une population carcérale de 118 532 détenus, la surpopulation s'élevait à 40 112 détenus, ce qui correspond à un taux de saturation de 51,2 %, soit une baisse de 3,3 points de pourcentage par rapport à 2015 (54,5 %).

Tableau 6

#### Surpopulation carcérale et taux de saturation dans les établissements pénitentiaires nationaux en 2016

Mes	Capacidad	Población internos	Sexo		Sobre población	Índice de hacinamiento
			Hombres	Mujeres		
Enero	77.953	120.736	112.496	8.240	42.783	54,9%
Febrero	77.953	121.356	113.083	8.273	43.403	55,7%
Marzo	78.181	122.020	113.625	8.395	43.839	56,1%
Abril	78.181	122.016	113.617	8.399	43.835	56,1%
Mayo	78.181	121.945	113.579	8.366	43.764	56,0%
Junio	78.055	121.230	112.907	8.323	43.175	55,3%
Julio	78.055	120.657	112.446	8.211	42.602	54,6%
Agosto	78.055	120.721	112.669	8.052	42.666	54,7%
Septiembre	78.077	120.914	112.853	8.061	42.837	54,9%
Octubre	78.077	120.668	112.663	8.005	42.591	54,5%
Noviembre	78.246	120.173	112.273	7.900	41.927	53,6%
Diciembre	78.420	118.532	110.753	7.779	40.112	51,2%

Fuente: CEDIP Inpec – Año 2016.

*Année 2017*

108. En 2017, les établissements pénitentiaires disposaient de 79 211 places, pour une population carcérale de 114 750 détenus. La surpopulation s'élevait donc à 35 539 détenus, ce qui correspond à un taux de saturation de 44,9 %, soit une baisse de 6,3 points de pourcentage par rapport à 2016 (51,2 %).

Tableau 7

**Surpopulation carcérale et taux de saturation dans les établissements pénitentiaires nationaux en 2017**

Mes	Capacidad	Población intramural	Sobrepoblación	Índice de hacinamiento
Enero	78.418	118.925	40.507	51,7%
Febrero	78.418	119.269	40.851	52,1%
Marzo	78.418	118.186	39.768	50,7%
Abril	78.690	117.119	38.429	48,8%
Mayo	78.690	115.878	37.188	47,3%
Junio	78.690	115.628	36.938	46,9%
Julio	78.782	116.773	37.991	48,2%
Agosto	78.734	116.373	37.639	47,8%
Septiembre	79.051	115.708	36.657	46,4%
Octubre	79.051	115.721	36.670	46,4%
Noviembre	78.955	115.562	36.607	46,4%
Diciembre	79.211	114.750	35.539	44,9%

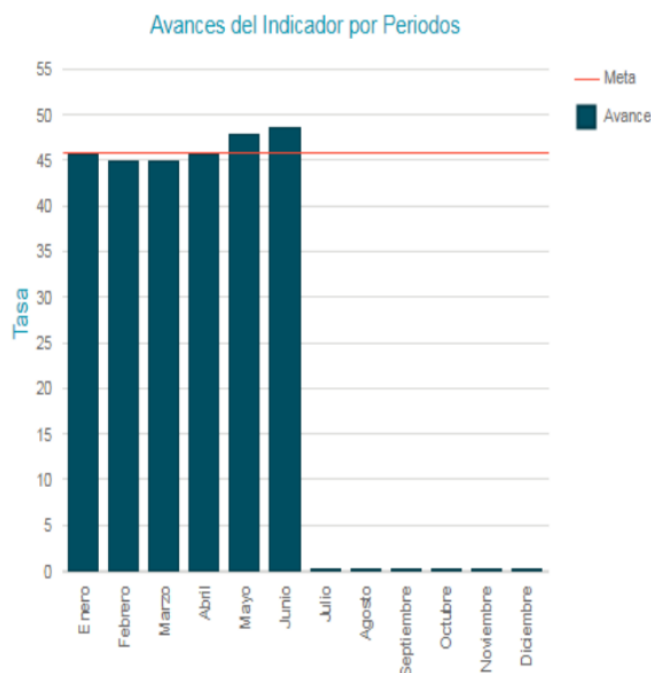
Fuente: GEDIP – Año 2017.

*Année 2018*

109. Il convient d'indiquer qu'à l'heure actuelle, par l'entremise du Bureau consultatif de planification, l'INPEC assure le suivi de l'indicateur de la surpopulation carcérale dans les différents établissements pénitentiaires de l'ordre national à l'aide du Système national d'évaluation de la gestion et des résultats, appelé « Sinergia », qui a été créé afin de suivre et d'évaluer les politiques publiques stratégiques du pays, en particulier les politiques relevant du Plan national de développement.

110. En juin 2018, l'INPEC a permis de créer 64 nouvelles places grâce aux travaux de réhabilitation effectués par l'USPEC dans la prison de Calarcá (département de Quindío). Ainsi, fin 2018, les 135 établissements pénitentiaires de l'ordre national disposaient de 79 236 places, pour une population carcérale de 117 692 détenus. Cette surpopulation correspondait à un taux de saturation de 48,53 %, suite à l'arrivée de 666 détenus. Ces chiffres figurent dans le graphique ci-dessous qui montre l'évolution de l'indicateur périodique de la surpopulation carcérale.





Source : Bureau consultatif de planification, Groupe de la statistique, juin 2018.

111. Diverses mesures ont été adoptées afin de réduire la surpopulation carcérale. Tout d'abord, loi n° 1709 de 2014 a porté modification de la politique en matière pénale afin d'accroître le nombre de détenus faisant l'objet d'une assignation à domicile. Au 31 juillet 2014, 36 838 personnes<sup>1</sup> au total se trouvaient en prison ou avaient été assignées à domicile, tandis qu'au 20 juillet 2018, 63 624 personnes étaient visées par de telles mesures<sup>2</sup>. Cela signifie qu'il y a actuellement 26 786 personnes supplémentaires par rapport à 2014 qui se trouvent en détention ou ont été assignées à domicile alors qu'elles auraient dû purger leur peine intramuros.

112. Ces chiffres sont particulièrement importants puisqu'à l'heure actuelle, la surpopulation carcérale s'élève à 37 875 détenus, ce qui représente un taux de saturation de 46,96 %.

113. L'incidence positive qu'a eue la mise en œuvre de la loi n° 1760 de 2016 et de la loi n° 1786 de 2016 est tout aussi importante en ce qu'elles ont permis de réduire de manière considérable le nombre de personnes faisant l'objet d'une détention provisoire, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 1

**Détenus visés par un acte d'accusation remis en liberté à l'expiration du délai (2015-2018)**

<i>Détenus visés par un acte d'accusation remis en liberté à l'expiration du délai</i>				
<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>Total</i>
1 832	3 609	4 026	425	9 892

Source : Système de l'INPEC, SISIPEC WEB.

114. Le tableau ci-dessus montre que le nombre de personnes visées par un acte d'accusation qui ont été remises en liberté à l'expiration du délai a considérablement augmenté. Il y a lieu de souligner que la loi n° 1760 de 2015 est entrée en vigueur en juillet 2016 et que la loi n° 1786 de 2016 a élargi son application à d'autres infractions pénales.

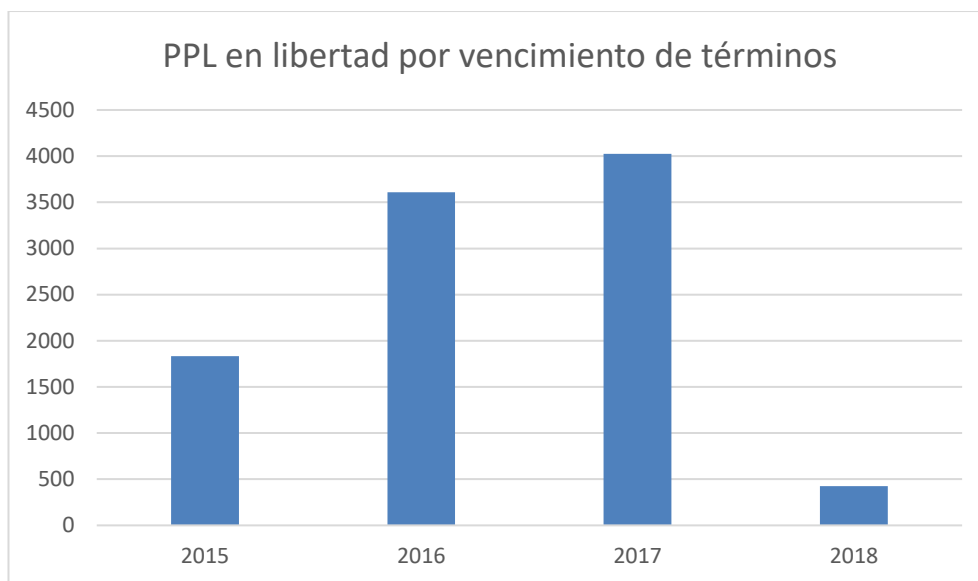
<sup>1</sup> <http://www.inpec.gov.co/estadisticas/tableros-estadisticos>.

<sup>2</sup> Ibid.



Graphique 1

**Détenus visés par un acte d'accusation remis en liberté à l'expiration du délai (2015-2018)**



Source : Système de l'INPEC – SISIEPEC WEB.

115. L'armée nationale dispose de quatre établissements militaires de détention à Bogota, Corozal, Carthagène et Buenaventura. En juillet 2018, 33 hommes âgés de 19 à 43 ans y étaient placés en détention. À l'heure actuelle, ces centres comptent 12 détenus en attente de jugement et 21 détenus condamnés pour des crimes relevant de la justice ordinaire et de la justice pénale militaire. Le taux d'occupation de l'établissement militaire de détention de Bogota (CRM 9022) s'élève à 12 détenus, tandis que l'établissement militaire de détention de Corozal (CRM 9023) compte 20 détenus, celui de Carthagène (CRM 9024) peut accueillir 20 détenus et celui de Buenaventura (CRM 9025) 10 détenus. Bien que ces établissements militaires de détention soient petits et ne disposent que d'une cour intérieure, les détenus en attente de jugement et les détenus condamnés ne partagent pas les mêmes cellules. Ils ne sont toutefois pas séparés dans les cours. Une attention particulière est accordée aux détenus condamnés qui sont en fin de peine, sans pour autant exclure d'une quelconque manière les détenus en attente de jugement puisqu'ils participent aussi aux activités (à savoir, travail, études et formation) leur permettant d'obtenir des remises de peine.

116. Par la décision n° 158 du 23 janvier 2018, l'INPEC a classifié et catégorisé la prison de petite et moyenne sécurité réservée aux membres de la force publique (armée de l'air), située dans la base des forces aériennes « Commandant Luis Francisco Gómez Niño », dans le pavillon du Commandement aérien de combat n° 2, à Apiay (département de Meta).

117. Depuis, quatre personnes présentant les caractéristiques suivantes ont été admises dans cette prison :

- Sexe : masculin ;
- Âge : entre 19 et 24 ans.

118. Trois d'entre elles ont été admises dans cet établissement militaire de détention pour y purger une peine privative de liberté par suite d'une condamnation et la quatrième personne a été jugée en cours de détention et déclarée pénalement responsable en tant qu'auteur du crime militaire dont elle était accusée.

119. Dans cette prison, la séparation entre les détenus visés par un acte d'accusation et les détenus ayant été condamnés est régie par la loi n° 65 de 1993 et la loi n° 1709 de 2014. Ces lois permettent de distinguer la prise en charge générale des personnes placées en détention provisoire du traitement pénitentiaire réservé aux personnes condamnées.

120. On trouvera ci-après des données ventilées concernant les établissements militaires de détention de l'armée nationale.

#### Données ventilées 1

##### Personnes placées en détention provisoire et personnes condamnées

<i>Année</i>	<i>Personnes placées en détention provisoire</i>	<i>Personnes condamnées</i>	<i>Total</i>	<i>Sexe</i>
2016	438	1 043	1 481	Masculin
2017	229	465	694	Masculin
2018	236	403	639	Masculin

#### Données ventilées 2

##### Groupe d'âge

###### 2016

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Total</i>
18-30 ans	132
31-40 ans	937
Plus de 41 ans	412
<b>Total</b>	<b>1 481</b>

###### 2017

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Total</i>
18-30 ans	97
31-40 ans	405
Plus de 41 ans	192
<b>Total</b>	<b>694</b>

###### 2018

<i>Groupe d'âge</i>	<i>Total</i>
18-30 ans	139
31-40 ans	368
Plus de 41 ans	132
<b>Total</b>	<b>639</b>

#### Données ventilées 3

##### Origine ethnique

<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>Total</i>
Personnes d'ascendance africaine :	Personnes d'ascendance africaine :	Personnes d'ascendance africaine :	
3	8	3	14

121. De surcroît, en coordination avec le Bureau du Défenseur du peuple, le Ministère de la justice et du droit a constitué des équipes de juristes dont la mission consiste à demander des privilèges administratifs, des peines de substitution et des mesures non privatives de liberté en faveur des détenus qui ne bénéficient pas de l'assistance d'un avocat.

122. Pour remédier à la surpopulation carcérale, les pouvoirs publics doivent adopter des mesures visant à réduire la recherche d'économies. Il faut également renforcer l'infrastructure afin qu'elle puisse accueillir l'ensemble de la population carcérale actuelle.

123. Afin de réduire la surpopulation carcérale, le Gouvernement a pris plusieurs mesures et a notamment créé 6 234 places supplémentaires entre 2014 et 2018<sup>3</sup>.

Tableau 2

**Places supplémentaires créées en 2014**

<i>Places supplémentaires créées en 2014</i>			
<i>Contrat</i>	<i>Programme/projet</i>	<i>Établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>
181/2013	Travaux de réhabilitation	Complexe pénitentiaire d'Ibagué	64
142/2013	Travaux de réhabilitation	Prison de moyenne et haute sécurité et maison d'arrêt de haute sécurité de Combita (EPAMSCAS)	108
152/2013	Travaux de réhabilitation	Prison de moyenne sécurité et maison d'arrêt d'Armenia (EPMSC)	90
113/2013	Travaux de réhabilitation	EPMSC d'Acacías	124
112/2013	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Buga	220
112/2013	Travaux de réhabilitation	EPAMSCAS (justice et paix) de Palmira	200
108/2013	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Medellín (Bellavista)	42
151/2013	Travaux de réhabilitation	Prison de Tierralta ( <i>Establecimiento Penitenciario y Carcelario</i> , EPC)	576
57/2013	Projet d'entretien	Complexe pénitentiaire d'Ibagué	92
163/2014	Projet d'entretien	EPMSC (justice et paix) d'Espinal	90
<b>Total pour 2014</b>			<b>1 606</b>

Source : USPEC, Bogota, 2018.

<sup>3</sup> Les contrats suivants ont été conclus afin de créer des places supplémentaires : 181/2013, 142/2013, 152/2013, 113/2013, 112/2013, 112/2013, 108/2013, 151/2013, 57/2013, 163/2014, 394/2014, 400/2014, 386/2014, 395/2014, 389/2014, 387/2014, 388/2014, 390/2014, 151/2013, Contrat n° 274 FONDECUN, 128/2015, 117/2015, 128/2015, 396/2014, 399/2014, 397/2014, 112/2015, 217/2013, 218/2013.

Tableau 3  
Places supplémentaires créées en 2015

<i>Places supplémentaires créées en 2015</i>			
<i>Contrat</i>	<i>Programme/projet</i>	<i>Établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>
394/2014	Travaux de réhabilitation	EPMSC pour régimes spéciaux (justice et paix) de Bucaramanga	244
400/2014	Travaux de réhabilitation	Prison de Bogota, « la Modelo »	368
386/2014	Travaux de réhabilitation	EPMSC (justice et paix) d'Espinal	60
395/2014	Travaux de réhabilitation	EPMSC pour régimes spéciaux de Cali	110
389/2014	Travaux de réhabilitation	Complexe pénitentiaire d'Ibagué	64
387/2014	Travaux de réhabilitation	EPMSC pour régimes spéciaux de Valledupar	44
388/2014	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Carthagène	220
390/2014	Travaux de réhabilitation	EPAMSCAS (justice et paix) de Palmira	100
151/2013	Travaux de réhabilitation	Prison de Tierralta	672
Contrat n° 274 Fondecun	Projet d'entretien	EPMSC de Santa Rosa de Viterbo	30
<b>Total pour 2015</b>			<b>1 912</b>

Source : USPEC, Bogota, 2018.

Tableau 4  
Places supplémentaires créées en 2016

<i>Places supplémentaires créées en 2016</i>			
<i>Contrat</i>	<i>Programme/projet</i>	<i>Établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>
128/2015	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Jerico	79
117/2015	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Pamplona	78
128/2015	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Medellín (Bellavista)	79
396/2014	Travaux de réhabilitation	EPAMSCAS de Combita	356
399/2014	Travaux de réhabilitation	Complexe pénitentiaire de Cúcuta	114
397/2014	Travaux de réhabilitation	Prison de moyenne et haute sécurité de Girón ( <i>Establecimiento Penitenciario de Alta y Mediana Seguridad</i> , EPAMS)	178
<b>Total pour 2016</b>			<b>884</b>

Source : USPEC, Bogota, 2018.

Tableau 5  
Places supplémentaires créées en 2017

<i>Places supplémentaires créées en 2017</i>			
<i>Contrat</i>	<i>Programme/projet</i>	<i>Établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>
112/2015	Autre pavillon	EPMSC de Medellín (Bellavista), aile 5	408
217/2013	Construction de pavillons	EPMSC (justice et paix) d'Espinal	768
218/2013	Construction de pavillons	EPMSC de Tulua	656
<b>Total pour 2017</b>			<b>1 832</b>

Source : USPEC, Bogota, 2018.

Tableau 6  
Places supplémentaires qui seront créées en 2018

<i>Places supplémentaires qui seront créées en 2018</i>			
<i>Contrat</i>	<i>Programme/projet</i>	<i>Établissement pénitentiaire</i>	<i>Nombre de places</i>
401/14	Construction de pavillons	EPMSC d'Ipiales	608
402/14	Construction de pavillons	EPMSC de Girón	752
219/13	Construction de pavillons	EPMSC de Buga	720
S. O.	Construction de pavillons	EPMSC pour femmes de PASTO	140
S. O.	Travaux de réhabilitation	EPMSC de Girardot	344
403/14	Construction de pavillons	Complexe pénitentiaire d'Ibagué	576
<b>Total prévu pour 2018</b>			<b>3 140</b>

Source : USPEC, Bogota, 2018.

### Réponse au paragraphe 18 de CAT/C/COL/QPR/6

124. Il y a lieu de mentionner que le décret n° 001606 de 2015 a fixé les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement de la Commission de suivi des conditions de détention au sein du système pénitentiaire et carcéral, qui a été créée en application des articles 93 et 94 de la loi n° 1709 de 2014. Cette commission a pour mandat d'« effectuer des visites périodiques dans les établissements pénitentiaires et d'accorder une attention particulière aux garanties de respect des droits fondamentaux ». La Commission « examine le traitement accordé par les autorités compétentes aux personnes privées de liberté et les conditions matérielles dans lesquelles elles sont détenues. Afin de pouvoir directement vérifier ces deux aspects, elle organise des entretiens individuels et collectifs, des discussions de groupe ou des groupes de travail dont l'objectif est de prévenir tout type de traitement cruel, inhumain ou dégradant. »

125. La Commission a effectué deux visites de contrôle dans le complexe pénitentiaire de Bogota (le COMEB) le 5 juillet 2017 et le 18 juillet 2018.

126. En outre, elle a travaillé avec le Comité interinstitutionnel sur la prévention de la torture, dont font partie le Ministère de la justice, la *Fiscalía*, la *Procuraduría*, la Présidence, l'Institut national de médecine légale, l'INPEC et le Bureau du Défenseur du peuple. Ce comité a pour objectif d'élaborer un protocole de prévention et de contrôle qui s'applique aux enquêtes et aux sanctions lorsque des actes de torture sont commis dans des prisons. Aux fins de l'adoption de ce protocole, des critères d'interprétation ont été définis pour permettre de faire la différence entre d'éventuels actes de torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, afin de ne pas saturer le mécanisme.

127. En outre, ce protocole cherche à renforcer le mécanisme de plainte du Bureau du Défenseur du peuple, qui permet de dénoncer des actes de torture commis dans des prisons, puisque les plaintes ainsi formulées se voient accorder l'attention qu'elles méritent.

128. La décision n° 1606 du 6 avril 2016 a porté adoption du « Guide des conditions à remplir pour entrer dans les établissements pénitentiaires de l'ordre national », qui définit les « critères et conditions que les autorités administratives, législatives et judiciaires, les organismes d'enquête, les étudiants, les professionnels, les collaborateurs externes et les médias doivent respecter pour pouvoir entrer dans les établissements pénitentiaires de l'ordre national ».

129. Il convient de relever que le point 3.5 du Guide établit les conditions que doivent remplir les membres des ONG de défense des droits de l'homme pour pénétrer dans un établissement pénitentiaire.

130. L'objectif de ce guide est de créer des espaces dans lesquels les organisations peuvent présenter les plans de travail qu'elles ont l'intention de mettre en œuvre avec les détenus, et ce, afin de déterminer comment ces plans peuvent être intégrés dans les activités de l'établissement et comment les ONG peuvent apporter leur soutien aux objectifs définis dans le mandat de l'INPEC, tout en défendant les intérêts des détenus.

131. En outre, conformément à ce que la Cour constitutionnelle a décidé en mai 2015 dans son arrêt T-388, le Bureau du Défenseur du peuple a mis en œuvre un mécanisme de plainte permettant de dénoncer les actes de torture commis dans l'EPAMSCAS de Valledupar.

#### **Réponse au paragraphe 19 de CAT/C/COL/QPR/6**

132. Conformément à la loi n° 1709 de 2014, qui a supprimé la mise à l'isolement en tant que sanction disciplinaire et défini les modalités de recours aux unités de traitement spécial, un guide des bonnes pratiques en matière de mise à l'isolement dans de telles unités a été élaboré. Ce guide décrit en détail tous les motifs pour lesquels une personne privée de liberté peut être placée provisoirement dans une unité de traitement spécial, ainsi que le rôle du directeur de l'établissement et des gardiens et surveillants. En outre, il fixe les conditions minimales d'habitabilité de l'unité et, enfin, confie au directeur de l'établissement pénitentiaire la responsabilité de gérer en interne la supervision et le contrôle de ces unités. Ce dernier devra ensuite élaborer des procédures aux fins de la bonne mise en œuvre du guide, notamment afin que les fonctionnaires placés sous sa supervision le respectent.

133. À cet égard, il y a lieu de mentionner qu'afin de donner suite aux recommandations, l'INPEC s'est employé à concevoir des stratégies visant à renforcer les garanties de respect des droits de l'homme et l'intégrité des personnes privées de liberté, comme en témoigne le guide susmentionné qui est joint au présent rapport. De surcroît, dans ses ateliers consacrés aux droits de l'homme et au recours à la force, l'école pénitentiaire fait référence au guide afin que les fonctionnaires en connaissent le contenu et l'appliquent comme il se doit.

134. En outre, un outil de contrôle a été mis au point en 2017 sous la forme d'une liste de vérification des conditions sanitaires et des exigences techniques à respecter pour recourir aux unités de traitement spécial en tant qu'espaces de mise à l'isolement pour des raisons sanitaires. Grâce à des courriers et des visioconférences, les différents établissements pénitentiaires de l'ordre national et les directions régionales utilisent désormais ces listes de vérification.

135. De surcroît, le premier séminaire des unités de traitement spécial s'est tenu en juin 2018. Ce séminaire, auquel 79 fonctionnaires ont participé, avait pour objectif d'aborder des thèmes en lien avec la protection et le respect des droits de l'homme des détenus placés à l'isolement. À cette fin, il a été question des méthodes utilisées pour appliquer correctement les mesures de mise à l'isolement, conformément au guide des unités de traitement spécial, au protocole de prise en charge des cas de torture commis dans les établissements pénitentiaires nationaux, aux Règles Nelson Mandela et à d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme concernant la mise à l'isolement et le recours à la force, au modèle de prise en charge et de traitement dans les lieux

d'isolement, au modèle de recours à la force dans les établissements pénitentiaires et aux cadres internationaux relatifs au recours au placement à l'isolement, en particulier dans les prisons aux États-Unis.

136. Pour finir, il convient de souligner qu'en collaboration avec le CICR, l'INPEC est en train d'élaborer un plan d'action pour améliorer les conditions d'isolement des détenus des différents établissements pénitentiaires de l'ordre national, en tenant compte des rapports que le CICR lui a présentés.

137. Le guide des bonnes pratiques en matière de mise à l'isolement dans les unités de traitement spécial énonce expressément qu'aucun motif ni aucune circonstance ne sauraient justifier qu'un détenu souffrant d'une maladie mentale soit placé dans une unité de traitement spécial. Ce n'est que pour des raisons de force majeure et uniquement pendant le temps strictement nécessaire à sa stabilisation qu'un détenu souffrant d'une maladie mentale peut être placé à l'isolement, sous surveillance permanente et pour autant que l'établissement assure un suivi préventif de la zone de traitement et communique immédiatement à la Direction de la garde et de la surveillance et à la Direction chargée des conditions de prise en charge et de traitement des détenus des informations sur les modalités, les caractéristiques et la durée du placement à l'isolement du détenu.

138. En outre, l'article 80 de la loi n° 1709 de 2014 a porté modification de l'article 126 de la loi n° 65 de 1996 et a supprimé la mise à l'isolement comme mesure disciplinaire. Partant, l'article 126 du Code pénitentiaire est désormais libellé comme suit :

« Article 126. Mise à l'isolement. La mise à l'isolement comme mesure de prévention peut être ordonnée dans les établissements pénitentiaires dans les cas suivants :

1. Pour des raisons sanitaires ;
2. Afin de préserver la sécurité interne de l'établissement, pendant cinq jours ouvrables au maximum ;
3. À la demande d'un détenu sous réserve de l'autorisation du directeur de l'établissement. »

139. Dans le domaine de la justice pénale pour mineurs, l'Institut colombien de protection de la famille a établi des directives sur le modèle de prise en charge des adolescents et des jeunes en conflit avec la loi/relevant du système de justice pénale pour les adolescents (*Sistema de Responsabilidad Penal para Adolescentes*, SRPA), qui ont été adoptées par la décision n° 1522 du 23 février 2016 et modifiées par les décisions n° 5668 du 15 juin 2016 et n° 0328 du 26 janvier 2017. Ces directives comportent un code d'éthique ayant force obligatoire, qui donne des lignes directrices sur la protection des garçons, des filles et des adolescents, et interdit notamment aux fonctionnaires du SRPA : d'infliger aux adolescents relevant du SRPA des châtiments qui portent atteinte à leur intégrité physique ou mentale et au libre développement de leur personnalité ; d'établir une discrimination fondée sur la race, le sexe, l'orientation sexuelle, la condition physique, la santé mentale et la religion ; d'infliger à un adolescent des châtiments corporels, des mauvais traitements d'ordre psychologique ou tout type de mauvais traitements dans le cadre d'un programme du SRPA ; d'administrer des médicaments sans une ordonnance délivrée par un médecin agréé et de placer des adolescents dans des cellules d'isolement, des cellules de punition ou des pièces de réflexion ; de tolérer les mauvais traitements entre adolescents et jeunes qui relèvent des programmes du SRPA ; de confiner des adolescents et des jeunes plus de soixante-douze heures en période de crise pour les faire participer à des activités pédagogiques. Le code d'éthique interdit également aux éducateurs, professionnels ou collaborateurs des programmes d'utiliser ou de menacer d'utiliser des objets pour infliger des blessures physiques à un adolescent, tels que des matraques, des pistolets neutralisants à impulsion électrique, des bâtons, etc., et sanctionne quiconque omet délibérément de dénoncer et de signaler aux autorités compétentes que des adolescents ont été victimes de mauvais traitements et d'abus sexuels.

### Réponse au paragraphe 20 de CAT/C/COL/QPR/6

140. D'après les systèmes d'information de la *Fiscalía*, 10 enquêtes sont en cours concernant des personnes privées de liberté pour des faits commis entre 2015 et 2018.

141. Il y a lieu de relever que la *Fiscalía* n'est pas en mesure de savoir si les faits en cause sont liés à une négligence de la part du personnel pénitentiaire ni d'indiquer quelles mesures ont été prises à cet égard.

### Réponse au paragraphe 21 de CAT/C/COL/QPR/6

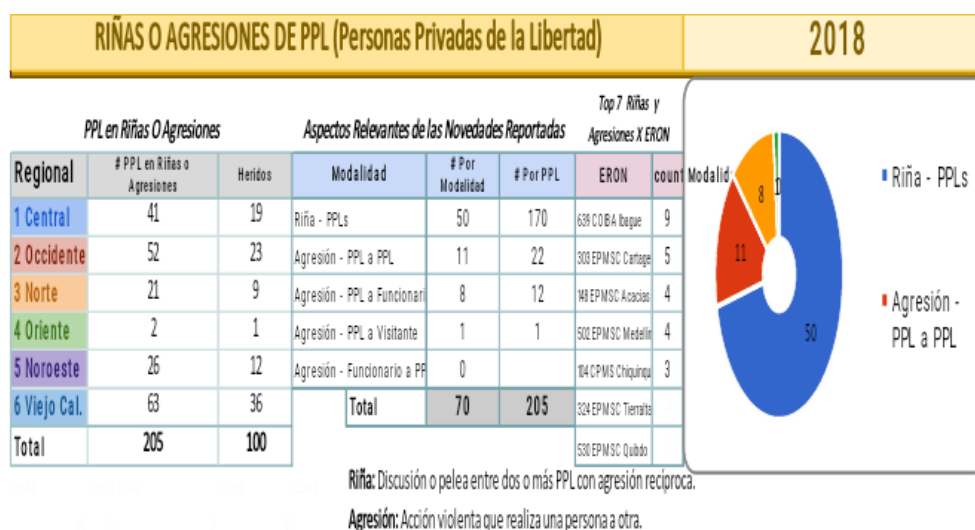
142. En ce qui concerne les décès de détenus et les lésions corporelles subies en détention, l'INPEC s'est doté d'instructions précises pour faire appliquer les dispositions du décret n° 786 de 1990, lequel impose l'obligation de renvoyer à l'Institut national de médecine légale tout cas de décès survenu en détention ou de lésions corporelles subies par des personnes placées sous la garde de l'État.

143. Ainsi, l'INPEC a émis la circulaire n° 000016 de 2017 sur les décès en détention, dans laquelle son directeur général précise aux directeurs des établissements pénitentiaires de l'ordre national qu'en cas de décès d'un détenu dans une prison ou un centre hospitalier, pour quelque raison que ce soit et dans tous les cas, ils sont tenus d'en informer immédiatement l'Institut national de médecine légale et de criminologie afin qu'il engage le protocole prévu à cet effet.

144. De même, les autorités judiciaires ou policières, ou des membres de la famille du défunt, signalent tout décès d'une personne visée par une mesure de substitution à la détention ou assignée à domicile afin que les vérifications de circonstance soient effectuées et que l'Institut national de médecine légale et de criminologie soit informé.

145. Les unités de la police judiciaire prennent les mesures d'urgence suivantes en cas de décès d'un détenu dans un établissement pénitentiaire : inspection du lieu du décès, autopsie, interrogatoires, arrestation du ou des auteurs du crime s'ils sont pris en flagrant délit, établissement de rapports à l'intention de la *Fiscalía* avec attribution d'un numéro de signalement pénal et établissement de rapports de nature administrative à l'intention du directeur de l'établissement pénitentiaire concerné. Lorsqu'une personne privée de liberté décède dans un centre hospitalier de cause naturelle, les unités de la police judiciaire sollicitent l'aide de la *Fiscalía General de la Nación* aux fins de l'autopsie, conformément au décret n° 786 de 1990.

146. Le graphique ci-dessous reprend les faits nouveaux les plus pertinents relevés en 2018 :



Source : Base de données du CEDIP.



147. Une fois que les unités de la police judiciaire sont intervenues dans un établissement pénitentiaire de l'ordre national suite à un décès, elles en informent dans les plus brefs délais la *Fiscalía General de la Nación* et communiquent un rapport de nature administrative au directeur de l'établissement pénitentiaire concerné, qui doit en informer le Bureau de contrôle disciplinaire interne.

#### Données sur le nombre de décès de détenus entre 2015 et 2018

<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre de décès en 2015</i>
Région centrale	129
Région ouest	186
Région nord	78
Région est	62
Région nord-ouest	74
Région de Viejo Caldas	81

<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre de décès en 2016</i>
Région centrale	329
Région ouest	254
Région nord	114
Région est	77
Région nord-ouest	102
Région de Viejo Caldas	97

*Source : SISIPPEC WEB – Établissements pénitentiaires par région.*

<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre de décès en 2017</i>
Région centrale	198
Région ouest	254
Région nord	114
Région est	77
Région nord-ouest	102
Région de Viejo Caldas	97

*Source : SISIPPEC WEB – Établissements pénitentiaires par région.*

<i>Modalité/lieu de détention des détenus décédés</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>
Assignation à domicile	344	658	555	274
Détention dans un établissement pénitentiaire	105	142	378	107
Surveillance électronique	24	50	51	30
Centre hospitalier	129	117	112	71
Renvoi médical	0	0	2	0
Privilèges administratifs	8	6	2	0
<b>Nombre total de décès</b>	<b>610</b>	<b>973</b>	<b>844</b>	<b>482</b>

*Source : SISIPPEC WEB – Établissements pénitentiaires par région.*

<i>Modalité/lieu de détention des détenus décédés</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>
Assignation à domicile	344	658	555	274
Détention dans un établissement pénitentiaire	105	142	378	107
Surveillance électronique	24	50	51	30
Centre hospitalier	129	117	112	71
Renvoi médical	0	0	2	0
Privilèges administratifs	8	6	2	0
<b>Nombre total de décès</b>	<b>610</b>	<b>973</b>	<b>844</b>	<b>482</b>

*Source : SISIPPEC WEB – Établissements pénitentiaires par région.*

148. En ce qui concerne plus précisément les enquêtes ouvertes pour homicide comme suite au décès de Pedro Luis Lozano, survenu dans une unité de traitement spécial d'une prison de moyenne sécurité, et au décès d'Adriana Paola Bernal, survenu dans l'unité de traitement spécial du complexe pénitentiaire de Jamundí, il y a lieu d'indiquer que l'affaire concernant Pedro Luis Lozano Gene fait l'objet d'un recours administratif, dont est saisi l'INPEC et qui a été contesté par des avocats. L'audience initiale de présentation des preuves s'est tenue le 17 avril 2018. Par ailleurs, d'après la base de données du système d'information disciplinaire, il n'y a pas d'autres affaires disciplinaires en cours d'instruction.

149. Quant à l'affaire concernant le décès d'Adriana Paola Bernal González, elle a été transmise à l'INPEC (région ouest) qui l'a ensuite renvoyée à l'instance compétente, à savoir le Bureau de contrôle disciplinaire interne de Bogota. Il convient en outre de préciser que la *Procuraduría General de la Nación* a décidé d'exercer son pouvoir préférentiel à l'égard de cette affaire.

150. En ce qui concerne le contentieux administratif, une procédure de type ordinaire avec réparation directe a été engagée à l'encontre de l'INPEC auprès du quinzième tribunal administratif de Cali.

#### **Réponse au paragraphe 22 de CAT/C/COL/QPR/6**

151. Pour ce qui est du traitement et de la prise en charge des détenus souffrant d'un handicap, le système pénitentiaire suit les directives émises par la Sous-Direction de la prise en charge psychosociale, qui relève de la Direction chargée des conditions de prise en charge et de traitement des détenus, dans le cadre du « Programme d'inclusion sociale des groupes se trouvant dans des conditions exceptionnelles » qui vise, en premier lieu, à répondre aux besoins de tels groupes. Le thème du handicap y est abordé en ces termes :

« Personnes en situation de handicap : La prise en charge, les soins et l'assistance dont bénéficient les personnes handicapées doivent s'inscrire dans une démarche d'inclusion sociale et être axés sur le développement humain et social, tout en tenant compte des particularités du handicap que présentent les détenus afin de proposer des solutions adaptées pour favoriser l'accessibilité et l'inclusion sociale.

[...]

Dans le domaine de l'ergothérapie et des soins, il y a lieu de collaborer avec des entités gouvernementales et des organisations privées qui œuvrent en faveur de l'application de la politique publique sur le handicap afin que les détenus soient inclus dans le Réseau des services d'adaptation et de réadaptation dont bénéficient les personnes handicapées, et y aient accès, et que des moyens techniques ou technologiques soient mis à leur disposition pour qu'ils gagnent en autonomie personnelle.

Dans le cadre des activités de prise en charge ou d'accompagnement des détenus en situation de handicap, il convient de nouer des partenariats avec des organismes nationaux et internationaux dont le travail consiste à améliorer le bien-être des personnes handicapées. » (INPEC, 2015).

152. En outre, la loi n° 1709 de 2014 « portant modification de certains articles de la loi n° 65 de 1993, de la loi n° 599 de 2000 et de la loi n° 55 de 1985, et énonçant d'autres dispositions » établit une démarche différenciée tenant compte du genre, de l'âge, de l'origine ethnique et du handicap, que les prisons doivent adopter.

153. Cette démarche différenciée vient renforcer les procédures de prise en charge des détenus et, plus particulièrement, des détenus présentant un handicap quel qu'il soit. Ainsi, la loi susmentionnée exige que ces personnes fassent l'objet d'un traitement différencié dans le cadre des programmes liés à l'éducation, au bien-être, au travail et aux activités productives, lesquels doivent répondre aux besoins spécifiques des détenus présentant des caractéristiques particulières, favoriser l'élaboration et l'exécution de mesures raisonnables comme l'élimination des obstacles physiques et la stigmatisation, et garantir un traitement médical qui corresponde aux besoins spécifiques de chaque détenu handicapé.

154. Conformément à cette loi, l'INPEC a recensé les caractéristiques des personnes handicapées détenues dans les établissements pénitentiaires de l'ordre national afin de cerner leurs principaux besoins. C'est ainsi que des groupes de travail ont été créés pour trouver des stratégies visant à élaborer des politiques et des programmes de prise en charge de ces détenus.

155. En outre, l'INPEC a donné pour instruction aux directions régionales et aux établissements pénitentiaires de l'ordre national d'adopter des mesures qui favorisent l'inclusion des détenus handicapés dans les diverses activités prévues au titre des programmes mis en place par les prisons.

156. Dans le droit fil de ces directives, l'INPEC met sur pied des programmes qui favorisent l'inclusion des personnes en situation de handicap, telle que la stratégie d'inclusion sociale des groupes se trouvant dans des conditions exceptionnelles. Cette stratégie entend, à partir de politiques d'inclusion sociale, apporter un soutien complet à la population carcérale grâce à des mesures spécifiquement adaptées aux détenus souffrant d'un handicap.

157. Les programmes conçus conformément à cette stratégie s'articulent autour de trois axes d'intervention :

- Soutien social : Cet axe d'intervention consiste à prendre des mesures pour adapter les conditions de détention et à promouvoir l'adoption de stratégies visant à faciliter l'inclusion sociale des détenus, en fonction de leurs caractéristiques et besoins particuliers, en leur garantissant bien-être et qualité de vie pendant leur détention.
- Rencontres multiculturelles : Il s'agit d'espaces de dialogue et de transmission de connaissances.
- École de la vie : Il s'agit d'une alternative pédagogique qui est basée sur une conception de l'éducation comme étant un « processus d'acquisition conjointe de connaissances », à savoir la « dynamique éducative ».

158. Ces axes d'intervention figurent dans une politique institutionnelle en matière de droits de l'homme qui s'est traduite par l'adoption par l'INPEC du Plan relatif aux droits de l'homme en tant qu'outil permettant de définir et organiser les procédures et activités visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme dans les prisons.

## Articles 12 et 13

### Réponse au paragraphe 23 de CAT/C/COL/QPR/6

159. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et 2018, au total, 24 enquêtes ont été ouvertes d'office par la *Fiscalía General de la Nación* pour allégation d'actes de torture, conformément aux dispositions de l'article 178 du Code pénal colombien.

160. Étant donné que le Comité s'est maintes fois dit préoccupé par les conditions de détention en Colombie, il est important d'indiquer que des initiatives nationales visant à prévenir la torture sont en cours.

161. Une de ces initiatives est dirigée par le Ministère de la justice, en collaboration avec le Comité pour la prévention de la torture, lequel se compose du Ministère de la justice, du Conseil présidentiel pour les droits de l'homme, du Bureau du Défenseur du peuple, de la *Procuraduría*, de la *Fiscalía*, de l'Institut national de médecine légale et de l'INPEC.

162. À ce jour, le Comité pour la prévention de la torture a tenu huit réunions dans le but de déterminer quelles seront les modalités de fonctionnement du mécanisme de plainte indépendant chargé de traiter les allégations d'actes de torture commis dans des établissements pénitentiaires de l'ordre national. Le Comité est chargé d'examiner les plaintes déposées et de renvoyer les affaires qui remplissent les critères prédéfinis à un sous-comité composé du Ministère de la justice, du Bureau du Défenseur du peuple, de l'Institut national de médecine légale et de l'INPEC, et ce, dans le but de définir le cadre théorique et conceptuel du mécanisme de plainte indépendant.

163. La création du Comité et la mise en service du mécanisme permettraient de prendre des mesures internes pour répondre aux actes constitutifs de torture et de traitements cruels, inhumains ou dégradants, preuve que l'État colombien est résolu à protéger les droits fondamentaux de ses détenus.

164. En outre, s'agissant des actes de torture et des traitements cruels et inhumains dont des détenus auraient été victimes, la base de données du système d'information disciplinaire donne les informations suivantes concernant la période 2015-2018 :

<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre d'affaires en 2015</i>	<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre d'affaires en 2016</i>
Région centrale	35	Région centrale	55
Région ouest	4	Région ouest	18
Région nord	5	Région nord	7
Région est	2	Région est	8
Région nord-ouest	3	Région nord-ouest	9
Région de Viejo Caldas	11	Région de Viejo Caldas	33
Bureau de contrôle disciplinaire interne	5	Bureau de contrôle disciplinaire interne	10

<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre d'affaires en 2017</i>	<i>Établissements pénitentiaires</i>	<i>Nombre d'affaires en 2018</i>
Région centrale	107	Région centrale	40
Région ouest	16	Région ouest	5
Région nord	11	Région nord	3
Région est	12	Région est	4
Région nord-ouest	14	Région nord-ouest	3
Région de Viejo Caldas	16	Région de Viejo Caldas	10
Bureau de contrôle disciplinaire interne	11	Bureau de contrôle disciplinaire interne	4

165. Un projet d'investissement intitulé « Mise en place de mécanismes visant à accroître la qualité et l'efficacité des services fournis à la population carcérale relevant de l'INPEC » a été mis en œuvre en 2015, 2016 et 2017, et il a connu un franc succès.

166. Dans le cadre de ce projet, des boîtes à suggestions ont été placées dans tous les établissements pénitentiaires, au sein de toutes les directions régionales et au siège central,

afin que les détenus et les visiteurs puissent y déposer des plaintes, des réclamations, des dénonciations et des suggestions.

#### Réponse au paragraphe 24 de CAT/C/COL/QPR/6

167. Il est important de relever que, d'après les systèmes d'information, aucune personne arrêtée n'a déposé de plainte faisant référence à l'escadron mobile antiémeute. Toutefois, un examen des procédures engagées a été entrepris pour vérifier si le terme « escadron mobile antiémeute » apparaissait dans l'exposé des faits dénoncés et si des enquêtes avaient été ouvertes à l'encontre de cet escadron pour « mesures arbitraires et injustes constitutives d'un abus d'autorité », « emploi illégal de la force par un agent de l'État » et « non-assistance ».

168. De 2015 à ce jour, la *Fiscalía* a enregistré 199 plaintes de personnes qui auraient été victimes d'un abus d'autorité. À cet égard, il y a lieu de préciser que le nombre de victimes est calculé en tenant compte de tous les critères selon lesquels les informations sont ventilées. Si une procédure judiciaire concerne deux victimes, un homme et une femme, elle sera comptabilisée deux fois. À l'heure actuelle, les bases de données ne font état d'aucune condamnation ni sanction.

169. En ce qui concerne les procédures disciplinaires engagées de 2015 à ce jour pour brutalités policières et recours excessif à la force, la *Procuraduría General de la Nación* a communiqué les données suivantes concernant les poursuites sous sa responsabilité :

PROCESOS ACTIVOS		PROCESOS INACTIVOS	
DECISION	PROCESOS	DECISION	PROCESOS
ESTUDIO PRELIMINAR	34	ARCHIVO	152
ETAPA PROBATORIA INDAGACION PRELIMINAR	165	ARCHIVO INHIBITORIO	156
ETAPA PROBATORIA INVESTIGACION DISCIPLINARIA	50	FALLO ABSOLUTORIO	4
EVALUACION DE INDAGACION PRELIMINAR	14	FALLO SANCIONATORIO	3
EVALUACION DE INVESTIGACION DISCIPLINARIA	6	TRASLADO DE COMPETENCIA INSTITUCIONAL	476
PARA PROFERIR FALLO DE 1a INSTANCIA	3	<b>Total general</b>	<b>791</b>
PARA RESOLVER SEGUNDA INSTANCIA FALLO SANCIONATORIO	1		
<b>Total general</b>	<b>273</b>		

170. S'agissant du résultat des enquêtes sur les décès de Sibertón Paví Ramos, Willington Quibarecama Nequirucama, Gersain Cerón, Marco Aurelio Díaz et Luis Orlando Saiz, la *Procuraduría* ne dispose d'informations que sur l'enquête concernant le décès de Paví Ramos :

IUS	IUC	ESTADO CASO	DEPENDENCIA TITULAR	DECISION	FECHA DECISION	DESCRIPCION SOLICITUD
2015-349569	D-2016-575-834771	ACTIVO	PROCURADURIA 2 DELEGADA PARA LA INVESTIGACION Y JUZGAMIENTO PENAL	EVALUACION DE INDAGACION PRELIMINAR	26/07/2018	EN DERECHO DE PETICION SOLICITA INFORMAR SI ADELANTA INVESTIGACION POR EL ASESINATO POR IMPACTO DE ARMA DE FUEGO DEL JOVEN INDIGENA DEL CABILDO INDIGENA DE LOPEZ ADENTRO DE CALOTO CAUCA, SYBERSTOB GUILLERMO PAVI RAMOS HECHOS OCURRIDOS EL 10 DE ABRIL DE 2015 EN LA FINCA LA EMPERA TRIZ

171. En ce qui concerne le décès de Quibarecama Nequirucama, l'enquête préliminaire que la Police de Valle del Cauca avait ouverte a été close conformément au Code disciplinaire, puisqu'il a été établi qu'il ne s'agissait pas d'un meurtre.

172. En ce qui concerne les décès de Gersain Cerón et de Marco Aurelio Díaz, l'affaire a été renvoyée au parquet provincial de Popayán, qui poursuit son enquête en vertu de ses prérogatives.

173. En ce qui concerne le décès de Luis Orlando Saiz, les policiers qui ont fait l'objet de l'enquête disciplinaire DEBOY-2017-6 ont été acquittés.

174. Pour ce qui est des plaintes pour torture et mauvais traitements qu'auraient déposées 10 détenus après leur arrestation par des éléments de l'escadron mobile anti-émeute, la *Procuraduría* ne dispose d'aucune information à cet égard. On trouvera ci-dessous

un tableau recensant les procédures ouvertes depuis 2015 contre des membres de l'escadron pour recours excessif à la force et des informations sur leur issue.

PROCESOS ACTIVOS		PROCESOS INACTIVOS	
DECISION	PROCESOS	DECISION	PROCESOS
ESTUDIO PRELIMINAR	2	ARCHIVO	5
ETAPA PROBATORIA INDAGACION PRELIMINAR	5	ARCHIVO INHIBITORIO	1
ETAPA PROBATORIA INVESTIGACION DISCIPLINARIA	2	TRASLADO DE COMPETENCIA INSTITUCIONAL	25
EVALUACION DE INDAGACION PRELIMINAR	1	<b>Total general</b>	<b>31</b>
<b>Total general</b>	<b>10</b>		

### Réponse au paragraphe 25 de CAT/C/COL/QPR/6

175. L'Accord final pour la fin du conflit avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), signé le 24 novembre 2016, a établi un ordre du jour dont le point 5 concerne les victimes et a pour objectif principal de placer l'indemnisation des victimes au cœur de l'Accord. Le Système intégral pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition (*Sistema Integral de Verdad, Justicia, Reparación y No Repetición*, SIVJRNR) a été créé en application de l'Accord afin d'aider à lutter contre l'impunité.

176. Conformément à l'Accord, l'acte législatif n° 01 de 2017 a ajouté à la Constitution un titre provisoire qui contient des dispositions visant la fin du conflit armé et la construction d'une paix stable et durable, ainsi qu'un chapitre consacré au SIVJRNR, indiquant que ce système comprend les mesures et mécanismes suivants :

- Commission pour l'établissement de la vérité : Il s'agit d'un organe provisoire extrajudiciaire qui cherche à établir la vérité sur les événements survenus dans le cadre du conflit et à contribuer à faire la lumière sur les violations et les infractions commises pendant ce conflit ;
- Unité de recherche des personnes portées disparues dans le contexte et en raison du conflit armé : Cette entité extrajudiciaire à vocation humanitaire aidera à mettre en œuvre les mesures visant à rechercher les personnes portées disparues dans le contexte et en raison du conflit, et assurera la direction et la coordination de telles mesures ;
- Juridiction spéciale pour la paix : Cette juridiction administrera la justice de manière transitoire et autonome s'agissant de tous les actes répréhensibles commis avant le 1<sup>er</sup> décembre 2016 dans le cadre du conflit armé, ou présentant un lien direct ou indirect avec le conflit, afin de satisfaire le droit des victimes à la justice.
- Mesures de réparation intégrale : L'État veille à respecter le droit à réparation des victimes de graves violations des droits de l'homme et de violations du droit international humanitaire, qui ont subi un préjudice à titre individuel ou collectif dans le cadre du conflit armé, en leur garantissant une réparation intégrale, adaptée, différenciée et effective, ainsi que la non-répétition des préjudices subis.

177. Pour faire appliquer l'Accord, il a été nécessaire d'adopter des lois et des décrets qui régissent ces situations, notamment la loi n° 1820 de 2016 qui fait fond sur la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme en ce qu'elle a établi un solide précédent en matière de restrictions à la possibilité de renoncer à des poursuites pénales concernant des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

178. La loi n° 1820 de 2016 régit l'amnistie, la grâce et le traitement pénal spécial dont bénéficient tant les membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP) que les membres de la force publique.

179. L'amnistie et la grâce entraînent l'extinction de l'action en justice introduite devant une juridiction pénale, disciplinaire et administrative, et la fin des poursuites engagées, et ont pour but d'offrir la sécurité juridique aux membres des FARC-EP ou aux personnes accusées d'en faire partie. Ces mesures peuvent s'appliquer tant aux infractions liées à des actes ayant un rapport direct avec la rébellion et commises dans le cadre du conflit armé qu'à celles liées à des actes visant à faciliter, soutenir, financer ou cacher le mouvement

rebelle, ainsi qu'aux infractions de droit commun qui répondent à certains critères et ne concernent pas des actes illégaux commis en vue d'obtenir un avantage personnel, pour soi ou pour un tiers.

180. Cette loi prévoit un traitement pénal spécial pour le personnel militaire dans le cadre du processus de transition et régit notamment la renonciation aux poursuites pénales, les autres traitements pénaux spéciaux accordés par la Chambre chargée de définir les situations juridiques, ainsi que le régime spécial de libertés.

## Article 14

### Réponse au paragraphe 26 de CAT/C/COL/QPR/6

181. Il y a lieu de préciser que, jusqu'en 2018, comme suite à des jugements, 219 personnes ont été déclarées victimes d'actes de torture, un statut qui leur ouvre droit à une réparation intégrale.

182. Les mesures de réparation intégrale visent à atténuer les préjudices subis en raison de violations du droit international humanitaire ou des droits de l'homme.

183. En ce sens, la réparation intégrale comprend des mesures de restitution, d'indemnisation, de réadaptation et de satisfaction ainsi que des garanties de non-répétition. À cette fin particulière, le Plan national de développement pour la période 2014-2018 a défini, en tant que geste historique, un train de 954 399 mesures d'indemnisation administrative et de justice et paix, dont 805 815 avaient été mises en œuvre au 30 avril 2018, pour un montant total de 5 077 572 133 229,58 pesos.

### Réponse au paragraphe 27 de CAT/C/COL/QPR/6

184. Il y a lieu de préciser que, à ce jour, comme suite à des jugements, 219 personnes ont été déclarées victimes d'actes de torture, un statut qui leur ouvre droit à une réparation intégrale. Pour de plus amples informations sur les mesures de réparation intégrale, l'État colombien prie le Comité de consulter les paragraphes dans lesquels cette question est exposée plus en détail.

## Article 15

### Réponse au paragraphe 28 de CAT/C/COL/QPR/6

185. Ces informations ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.

## Article 16

### Réponse au paragraphe 29 de CAT/C/COL/QPR/6

186. Le Ministère de la justice et du droit a présenté le projet de loi n° 198 de 2018, qui a été approuvé en quatrième lecture et dont le texte final figure dans la loi n° 1908 de 2018. Cette loi contient des dispositions permettant de renforcer les enquêtes et les poursuites contre les organisations criminelles et prévoit des mesures visant à garantir que celles-ci aient à répondre de leurs actes devant la justice.

187. La loi n° 1908 de 2018 répond aux exigences de l'Accord final pour la fin du conflit avec les FARC, notamment aux conditions énoncées au point 3.4.13.

188. Ce texte de loi a bien entendu été examiné et approuvé par le Conseil supérieur de la police criminelle. Il vise à mettre fin aux activités criminelles des groupes armés organisés en offrant à la *Fiscalía General de la Nación* les moyens d'engager des poursuites judiciaires collectives à l'encontre de ces groupes, les mécanismes dont elle dispose à l'heure actuelle ne lui permettant pas de faire en sorte que les groupes armés organisés, qui exercent un pouvoir effectif sur certains territoires et ont d'importantes ressources financières, logistiques et opérationnelles, respectent la loi et soient traduits en justice.

189. Cet objectif est servi par deux stratégies :

- La consolidation du système de normes, des procédures et des mécanismes d'enquête qui permettent aux procureurs, aux juges et aux agents de la police judiciaire de s'attaquer efficacement et de manière opportune aux groupes criminels organisés et aux groupes armés organisés ;
- La mise en place d'une procédure spéciale permettant de traduire en justice les groupes armés organisés sans que cela n'entraîne à aucun moment leur reconnaissance politique ou ne déclenche des mécanismes de justice transitionnelle.

#### **Réponse au paragraphe 30 de CAT/C/COL/QPR/6**

190. Afin de concevoir des mesures adaptées qui déclenchent rapidement l'action de l'État et protègent efficacement les défenseurs des droits de l'homme en situation de risque, le Gouvernement s'appuie, conformément aux mesures énoncées au point 3.4.8 de l'Accord final pour la fin du conflit avec les FARC, et aux articles 14 et 15 du décret-loi n° 895 de 2017, sur le décret n° 1066 du 17 avril 2018 qui donne corps à un processus technique ardu de construction mené par l'exécutif à l'échelon national, avec la participation de la société civile.

191. En plus de la procédure générale de publicité des projets de loi, le Gouvernement a prévu un espace de participation où s'expriment les porte-parole nationaux des plateformes qui composent le Comité national des garanties et ses 14 porte-parole territoriaux, ainsi que les représentants de la Sous-commission des droits de l'homme et des garanties et du mouvement social *Cumbre Agraria*.

192. Il y a lieu de relever que le Comité national des garanties est parvenu à convaincre les autorités territoriales de suivre ses méthodes de travail et de créer des espaces de dialogue. Ainsi, la méthodologie du Comité territorial des garanties maintient une dynamique de concertation et d'élaboration de mesures de prévention, de protection et d'enquête, grâce à des réunions et des activités périodiques, auxquelles participent des organisations sociales réunissant des paysans, des autochtones, des personnes d'ascendance africaine, des citoyens, des femmes et des travailleurs, ainsi que des entités départementales relevant des autorités nationales.

193. Le Ministre de l'intérieur a rappelé, souligné et reconnu l'importance des activités de défense des droits de l'homme en effectuant des visites sur le terrain au cours desquelles il a non seulement mis en avant l'importance du travail des défenseurs des droits de l'homme mais aussi instamment invité les autorités territoriales, civiles et militaires à reconnaître ces défenseurs, les respecter et les protéger, à créer des espaces de dialogue pour qu'ils échangent sur les problèmes qu'ils rencontrent et trouvent des solutions ensemble, et à se garder de faire des déclarations dévalorisantes.

194. De tels actes de reconnaissance ont été réalisés dans divers départements et villes du pays, notamment à Barranquilla, Bogota, Bucaramanga, Cúcuta, Pereira, Medellín, Barrancabermeja, Chocó, Cauca, Sucre et dans le *corregimiento* de San José de Apartadó (département d'Antioquia). À ces occasions, le Gouvernement a reconnu le travail accompli par au moins 248 organisations de défense des droits de l'homme, organisations communautaires et ecclésiastiques, organisations syndicales, associations et groupes de familles de victimes, entre autres.

195. Dans le même temps, il y a lieu de souligner que, dans le cadre des mesures institutionnelles énoncées au point 3.4 de l'Accord final pour la fin du conflit avec les FARC, la Commission nationale des garanties de sécurité a été créée en application du décret-loi n° 154 de 2017.

196. Cette Commission est elle aussi essentielle en ce qu'elle garantit aux citoyens la possibilité d'exercer leurs droits politiques et de soutenir des mouvements sociaux sans prendre les armes, et protège ceux qui déposent les armes, les responsables de l'application de l'Accord pour la fin du conflit, les meneurs sociaux, les défenseurs des droits de l'homme et les membres de partis politiques, entre autres.



197. En outre, le Gouvernement et les divers organismes de l'État colombien ont émis des circulaires à l'intention des autorités nationales, départementales et municipales et des autorités de district, afin qu'elles reconnaissent et respectent le travail des défenseurs des droits de l'homme et des meneurs de mouvements sociaux, de communautés ethniques et de mouvements populaires qui défendent ces droits, et qu'elles leur offrent les garanties voulues.

198. Outre ce qui précède, relevons qu'en juin dernier, en application de la décision n° 845 du 14 juin 2018, le Ministère de l'intérieur a lancé le Programme intégral de garanties en faveur des femmes qui défendent les droits de l'homme et dirigent des mouvements d'action. Ce programme comprend des mesures visant spécifiquement à protéger les femmes qui œuvrent en faveur de la défense des droits de l'homme.

199. Quant à l'Unité nationale de protection, elle a accordé des mesures de protection à 3 820 défenseurs des droits de l'homme et meneurs sociaux, au nombre desquels figurent notamment 192 dirigeants ou militants d'organisations afro-colombiennes, 385 dirigeants ou militants d'organisations autochtones, 377 personnes revendiquant leur droit à la terre, 466 dirigeants ou militants d'organisations syndicales et 152 journalistes.

200. La *Fiscalía General de la Nación* s'intéresse de près aux agressions dont sont la cible des défenseurs des droits de l'homme, des syndicalistes et des journalistes, et élabore à cet effet des stratégies d'enquêtes et de poursuites judiciaires qui leur sont spécifiquement adaptées.

201. Elle a ainsi conçu et mis en œuvre la Stratégie de hiérarchisation des priorités en matière d'enquêtes et de poursuites judiciaires concernant les homicides et les menaces dont sont victimes les défenseurs des droits de l'homme. Cette stratégie a été présentée à la Commission interaméricaine des droits de l'homme lors d'une audience publique demandée par l'État colombien qui s'est tenue le 21 mars 2017.

202. Il convient de souligner que, le 30 novembre 2017, la *Fiscalía General de la Nación* a publié la directive n° 002 de 2017 « portant établissement de directives générales sur les enquêtes concernant des crimes commis contre des défenseurs des droits de l'homme en Colombie ». Elle a bénéficié de l'appui technique de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à cet effet.

203. Cette directive donne des instructions aux procureurs concernant trois aspects : i) le concept de défenseurs des droits de l'homme ; ii) le principe de diligence raisonnable qui est de mise dans les enquêtes sur des crimes visant des défenseurs des droits de l'homme ; iii) les lignes directrices relatives aux enquêtes sur les homicides de défenseurs des droits de l'homme.

204. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 20 septembre 2018, la *Fiscalía* a connu 384 affaires d'homicide, qui lui ont été signalées par quatre sources : le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) en Colombie, le Bureau du Défenseur du peuple, le mouvement social *Cumbre Agraria* et le mouvement *Marcha Patriótica*. Le HCDH a examiné 198 affaires concernant des défenseurs des droits de l'homme.

205. Fait historique pour la Colombie, 55 % de ces 198 affaires d'homicide ont été élucidées (soit 108 affaires). Des condamnations ont été prononcées dans 19 affaires, 38 procès sont en cours, 23 affaires se trouvent au stade de l'enquête et des mandats d'arrêt, toujours en souffrance, ont été délivrés dans les 28 affaires restantes.

206. En ce qui concerne les syndicalistes, la *Fiscalía General de la Nación* a créé en août 2016 un groupe spécial d'orientation et de suivi des enquêtes menées sur les agressions dont ils sont la cible. On trouvera ci-dessous des informations sur les homicides de syndicalistes et les crimes d'atteinte aux droits de réunion et d'association, qui sont visés par l'article 200 du Code pénal.

207. Les progrès sont importants : entre 2011 et 2017, la *Fiscalía General de la Nación* a été saisie de 171 affaires d'homicide de syndicalistes. Au 30 juillet 2018, les enquêtes concernant 62 affaires (soit 36,8 % des cas) avaient connu des progrès significatifs :

- Des peines ont été prononcées dans 27 affaires (donnant lieu à 37 condamnations) ;

- Des procès sont en cours dans 23 affaires ;
- Cinq affaires ont donné lieu à des mises en accusation ;
- Deux affaires ont été classées ;
- Des mandats d'arrêt, toujours en souffrance, ont été délivrés dans cinq affaires ;
- À l'heure actuelle, 111 personnes purgent une peine de prison pour homicide de syndicalistes.

208. Sur les cinq affaires d'homicide enregistrées en 2018, deux affaires ont déjà bien progressé puisque les suspects ont été identifiés, arrêtés et mis en accusation.

209. S'agissant des affaires d'homicide ouvertes entre janvier 2011 et octobre 2017, 37 condamnations ont été prononcées à ce jour, dont 17 rien que ces trois dernières années ; résultat sans précédent puisqu'il avait fallu six ans pour aboutir aux 20 premières condamnations.

210. Les enquêtes sur les homicides de syndicalistes commis avant 2011 suivent leur cours. Entre 2011 et 2018, 375 jugements ont été rendus en plus des 37 condamnations susmentionnées, soit un total de 412.

### **Réponse au paragraphe 31 de CAT/C/COL/QPR/6**

211. Le Ministère de l'intérieur assure le secrétariat technique du Comité des affaires urgentes. Ce dernier offre un espace interinstitutionnel où sont traitées et suivies les affaires d'atteintes aux droits à la vie, à la sécurité et à l'intégrité des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI) ou des personnes ayant d'autres orientations sexuelles et identités de genre.

212. Ce comité permet au Ministère de collaborer avec les entités compétentes chargées d'enquêter sur ces affaires, de recevoir des plaintes et de mettre en place des mesures de protection, et ce, afin que les affaires soient traitées dans les meilleurs délais. Il convoque des réunions ordinaires au cours desquelles les diverses parties prenantes examinent les obstacles à une prise en charge et une action efficaces, ainsi que les changements institutionnels qui s'imposent pour qu'une attention spéciale soit accordée aux LGBTI victimes de différentes formes de violence fondée sur les préjugés.

213. Le Comité tient également des réunions décentralisées, qui sont organisées dans les territoires en fonction i) du climat de violence et de vulnérabilité qui règne dans certaines municipalités et ii) des demandes des organisations sociales en ce sens.

214. En 2018, en application de la loi n° 1753 de 2015 et du décret n° 2340 de 2015, le Ministère de l'intérieur a adopté la Politique publique visant à garantir la réalisation effective des droits des LGBTI et des personnes ayant d'autres orientations sexuelles et identités de genre (décret n° 762 de 2018).

215. L'objectif global de cette politique est de promouvoir et de garantir l'exercice effectif des droits des LGBTI et des personnes ayant d'autres orientations sexuelles et identités de genre. Ainsi, le Ministère de l'intérieur entend garantir pleinement les droits des LGBTI.

216. En conséquence, il adopte des mesures qui contribuent à la réalisation du droit à l'égalité et du droit à la non-discrimination. À cette fin, il définit une démarche adaptée qui aide les autorités territoriales et nationales à inclure dans leurs programmes et projets des mesures destinées à garantir les droits des LGBTI.

217. Grâce à l'adoption de cette politique, le travail accompli par le Comité des affaires urgentes s'inscrit dans le cadre du dispositif de mise en œuvre de la politique publique, à savoir le Sous-Système pour l'égalité, la non-discrimination et le respect des identités, qui relève du Système national des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Dorénavant, les activités menées seront sous la responsabilité du Comité thématique chargé des affaires urgentes d'atteintes aux droits à la vie, à la sécurité et à l'intégrité.

218. En outre, le Ministère de l'intérieur a pris des mesures visant à renforcer les institutions qui garantissent les droits des LGBTI. L'objectif de ce projet est de renforcer

les capacités des divers acteurs gouvernementaux afin qu'ils puissent protéger les droits fondamentaux des LGBTI. À cet effet, le projet 1) met au point des méthodologies et des outils pour détecter les lacunes dans la protection de leurs droits, et 2) renforce la mise en œuvre des interventions axées sur leurs droits fondamentaux.

219. Il y a lieu de préciser qu'aux fins de ce projet, la capacité administrative est calculée en fonction de la possibilité que, sur la base de leurs modalités de gestion, les mairies ou les autorités départementales soient à même de protéger les droits des LGBTI.

#### **Réponse au paragraphe 32 de CAT/C/COL/QPR/6**

220. S'agissant de cette question, la Division du recrutement et de la gestion des réservistes n'a recensé dans ses enquêtes internes aucune sanction ni mesure disciplinaire en lien avec des allégations de torture ou d'agression ou des détentions illégales à des fins de recrutement. Des informations plus précises au sujet des faits rapportés au Comité seraient les bienvenues afin que les services compétents puissent prendre les mesures disciplinaires voulues.

221. Le Ministère de la défense nationale a présenté et défendu devant le Congrès de la République la loi n° 1861 de 2017 « portant réglementation du recrutement, de la gestion des réservistes et de la mobilisation ». Cette loi a notamment permis d'actualiser la procédure visant à déterminer le statut militaire des citoyens afin de leur offrir davantage de garanties légales et constitutionnelles et a contribué à améliorer la gestion des réservistes afin d'aider les autres autorités de la République à atteindre les objectifs essentiels de l'État.

222. Il est important de préciser que la nouvelle loi sur le recrutement (loi n° 1861 du 4 août 2017) ne prévoit plus de procédure contraignante et que le paragraphe 2 de l'article 4 est désormais libellé comme suit : « En aucun cas, la force publique ne sera autorisée à procéder à des arrestations ou à mener des opérations surprises pour appréhender des Colombiens qui n'auraient pas répondu à un appel ou n'auraient pas accompli le service militaire obligatoire ». Ainsi, la loi apporte aux citoyens qui ont le devoir constitutionnel et légal de régulariser leur statut militaire des garanties plus importantes que celles prévues dans l'arrêt C-879 de 2011, et interdit aux autorités de recrutement de prendre des mesures illégales.

223. L'article 66 de la loi en question, qui porte sur l'interopérabilité des systèmes d'information aux fins de la détermination du statut militaire, prévoit que les diverses entités de l'État dont les bases de données sont requises échangent des informations avec les autorités de recrutement dans le but de définir le statut militaire des citoyens colombiens. Cet article prévoit également que « [c]es informations sont confidentielles et ne seront utilisées qu'afin de déterminer le statut militaire d'un citoyen, et nul ne pourra les utiliser pour justifier un recrutement illicite ou des arrestations impromptues ».

224. Enfin, afin que la nouvelle loi soit pleinement appliquée, le décret d'application n° 977 du 7 juin 2018 a été émis. En outre, une formation sur cette nouvelle loi a été dispensée au personnel des services de recrutement et de gestion des réservistes, ainsi que des districts militaires, afin de garantir les droits des citoyens et d'améliorer la gestion des réservistes.

### **Autres questions**

#### **Réponse au paragraphe 33 de CAT/C/COL/QPR/6**

225. La Colombie a engagé un nouveau processus de consultation sur la possibilité de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention. Elle informera dûment le Comité en cas d'issue positive.

#### **Réponse au paragraphe 34 de CAT/C/COL/QPR/6**

226. Ces informations ne sont pas disponibles à l'heure actuelle.

**Renseignements d'ordre général sur les autres mesures et faits nouveaux concernant la mise en œuvre de la Convention dans l'État partie**

**Réponse au paragraphe 35 de CAT/C/COL/QPR/6**

227. L'État colombien ne souhaite pas fournir d'autres informations que celles qu'il a déjà communiquées à ce sujet.

---